

ACTIONS SOCIALISTES

D'HIER À AUJOURD'HUI



ACTIONS SOCIALISTES

D'HIER À AUJOURD'HUI

Actes du colloque
organisé le 19 octobre 2023

SOMMAIRE

Accueil

- 5 **Jean-Marc AYRAULT**
La social-démocratie française doit mettre au point un récit national rassembleur

Table-ronde

- 13 **Bernard DEROSIER**
Dix colloques pour l'avenir de la social-démocratie
- 17 **Pierre-Emmanuel GUIGO**
Redécouvrir les expériences d'une gauche social-démocrate
- 29 **Jean-Claude MAILLY**
Reconstruire un vrai projet social-démocrate
- 35 **Bernard CAZENEUVE**
Savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va
- 45 **Patrick BLOCHE**
La culture et l'éducation au cœur du projet d'émancipation de la gauche
- 58 **Françoise MORVAN**
Respecter les droits des femmes et les inscrire dans la Constitution

Intervenants dans le débat

- 65 **Ernst STETTER, Pierre-Emmanuel GUIGO, Françoise MORVAN, Annie SUGIER, Pascale BRACQ, Pierre-Alain DOUAY**

Conclusion

- 71 **Jean PEYRELEVADE**
La social-démocratie n'a jamais existé en France

ACCUEIL

/ **JEAN-MARC AYRAULT**

Ancien Premier ministre, président de la Fondation Jean-Jaurès

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE FRANÇAISE DOIT METTRE AU POINT UN RÉCIT NATIONAL RASSEMBLEUR

Mesdames, Messieurs, chers amis, je suis heureux de vous accueillir ici, à la cité Malesherbes, qui est le siège de la Fondation Jean-Jaurès. Je vous salue tous, chacune et chacun d'entre vous, ainsi que le co-président de l'Institut Pierre Mauroy, Bernard Derosier, qui va vous donner le cadre de cette réunion.

Un endroit de débat, de discussion et d'échanges

Ces quelques mots pour vous dire que je n'oublie pas que si nous sommes ici, nous le devons à Pierre Mauroy. C'est lui qui a eu l'intuition et l'audace d'être le créateur des fondations politiques qui n'existaient

pas en France. Ses liens étroits avec la social-démocratie allemande l'avaient beaucoup inspiré. Il avait très vite compris l'importance du rôle des fondations dans la constitution et la consolidation de la démocratie allemande, et notamment celui de la Friedrich-Ebert-Stiftung, la fondation amie. Il n'a eu de cesse de trouver les moyens pour que soient créées en France des fondations politiques. Elles existent désormais. La Fondation Jean-Jaurès est l'une de ces fondations qui sont financées en partie par l'État et en partie par les donations, les dons, le mécénat ou les partenariats.

Sur le plan financier, nous sommes modestes, n'étant pas au niveau de la Fondation Friedrich-Ebert qui doit recevoir à peu près deux cents millions d'euros de l'État. Nous, nous disposons d'un budget de deux millions d'euros et d'une dizaine de personnes pour faire fonctionner la fondation. Cela ne nous empêche pas d'être une fondation influente et souvent citée. Vous avez sûrement l'occasion de voir ou d'entendre des experts de la Fondation Jean-Jaurès qui sont les représentants de nos observatoires, s'exprimer dans les médias, en particulier en ce moment sur le Moyen-Orient. Je vous donne un seul chiffre : l'année dernière, la Fondation Jean-Jaurès a été citée quatre mille cinq cents fois dans les médias (audiovisuel ou presse écrite). C'est dire tout le travail qu'il y a en amont et la mobilisation que cela représente.

Dans ce contexte, l'Institut Pierre Mauroy est non seulement un partenaire mais il est lié très étroitement à la fondation. Je salue Ghislaine Toutain qui assure la liaison permanente avec la Fondation Jean-Jaurès. Vous êtes donc chez vous et dans un endroit de débat, de discussion et d'échange.

Par ailleurs, je précise que la Fondation Jean-Jaurès est ouverte à toutes les sensibilités de la gauche. Bien sûr elle s'inscrit dans une histoire qui est celle de la social-démocratie, du socialisme républicain de Jean Jaurès et de Léon Blum. Elle a donc un lien particulier avec le Parti socialiste mais elle ne ferme la porte à personne. C'est la raison pour laquelle nous sommes très attentifs à cet accueil et à ce dialogue avec toutes et tous. Ce que nous produisons est à la disposition de la société tout entière, des

formations politiques et syndicales et du mouvement associatif, s'ils veulent bien s'en saisir.

Assassinat de Dominique Bernard : la République attaquée. Faisons face

Avant de compléter mon propos, je voudrais vous dire qu'en ce moment nous avons tous une pensée pour Dominique Bernard, ce professeur qui, trois ans après l'assassinat de Samuel Paty, a été assassiné dans son lycée à Arras il y a quelques jours, victime d'un attentat terroriste commis par un islamiste. Je ne vais pas vous décrire la situation dans sa globalité. Ce que je voudrais retenir, c'est le geste de ce professeur qui s'est mis en avant pour protéger et défendre ses élèves. C'est un héros. Quelqu'un a parlé de héros français ces derniers jours : je crois qu'en effet qu'il en fait partie. En même temps, vous imaginez bien toutes et tous – peut-être certains dans cette salle sont ou ont été enseignants – combien certains de nos anciens collègues – c'était mon cas – sont meurtris, troublés, inquiets par ce qui vient de se passer. Et combien cela interpelle la société dans son ensemble parce qu'à travers cet assassinat, c'est un professeur qui était visé, c'est-à-dire ce qui représente notre capacité à transmettre le savoir, les idéaux et l'émancipation de la jeunesse. C'est l'institution scolaire, l'école, qui est attaquée. Mais c'est aussi la République, la laïcité, le modèle français, le modèle républicain qui le sont.

Il ne s'agit pas de mettre les problèmes sous le tapis, comme la poussière. Il s'agit d'avancer à la fois pour protéger l'institution, protéger ses acteurs et nos conceptions de la vie en démocratie. C'est un enjeu et un défi considérables. Je sais qu'on est toujours tenté par la fuite en avant et parfois d'adopter des solutions simplistes. Il faut être vigilant, il faut être déterminé, il faut être courageux, il faut être audacieux, sans succomber aux excès à la mode et ne pas abandonner nos valeurs et nos principes. Je sais que c'est compliqué et difficile, je n'apporte pas la réponse, mais en tout cas faisons face.

Proche-Orient : vers un embrasement ?

On ne peut pas non plus participer à ce colloque sans évoquer la situation au Proche-Orient après ce qui s'est passé en Israël : l'attaque terroriste du Hamas faisant un nombre considérable de victimes civiles, particulièrement au sud d'Israël, là où dans des kibboutz, héritiers de l'idéal sioniste, vivaient des populations qui pensaient être protégées. Or, elles ne l'étaient pas, elles ne l'étaient plus. Sans oublier plus de trois cents otages. Il ne faut donc pas hésiter à nommer les choses clairement. Car, pour paraphraser Albert Camus, quand on nomme mal les choses ou quand on ne les nomme pas du tout, on ajoute à la misère du monde. C'est ce qui s'est passé et qui a impacté le débat politique français. Il était important de clarifier ce point : il ne peut pas y avoir d'ambiguïté, le Hamas a clairement toujours dit qu'il avait un objectif, éradiquer les Juifs de Palestine, c'est-à-dire mettre fin à l'État d'Israël. C'est clair.

Cela ne veut pas dire pour autant que les questions sur la place des Palestiniens et sur l'État palestinien ne restent pas posées. Elles le sont et elles doivent l'être. Mais on comprend la volonté d'Israël de se défendre et de se protéger parce qu'aujourd'hui le peuple israélien ne se sent plus protégé.

Il y aura donc des mises à jour, des règlements et des réponses politiques à apporter. La responsabilité de Benjamin Netanyahu est considérable. Je l'ai vécu comme ministre des Affaires étrangères. J'avais été chargé de mettre en œuvre une initiative pour relancer, si possible, le processus de paix israélo-palestinien abandonné après les accords d'Oslo. Il y a là une forme de lâcheté qui n'est pas le fait du seul gouvernement israélien, mais qui est aussi celle de la communauté internationale. Les accords d'Abraham, par exemple, se faisaient en oubliant les aspirations des Palestiniens. Cela ne peut pas se poursuivre dans ce sens et il faut apporter une réponse.

Le chemin va être difficile pour remonter la pente et pour trouver les réponses, tant les choix qui ont été faits par le gouvernement de

Benjamin Netanyahu posent problème, que ce soit son alliance avec l'extrême droite qui soutient les colonies en Cisjordanie, ou en laissant faire le Hamas, en le faisant même financer de façon lâche par le Qatar pour affaiblir l'Autorité palestinienne, espérant ainsi que la question d'un État palestinien ne se poserait plus. Or elle se pose toujours. Il faudra bien que ces questions soient abordées car il y a maintenant urgence.

Je comprends la volonté d'Israël de se défendre, mais j'espère qu'il n'agit pas que par vengeance et surtout que cela ne se traduira pas par une catastrophe humanitaire. La voie est étroite. Et il est vrai que quand on voit la situation de la population de Gaza, les victimes civiles, les femmes et les enfants à l'abandon, l'opinion peut basculer dans tous les sens.

On ne mesure pas les risques qui sont devant nous. Peut-être un embrasement, peut-être le Hezbollah qui attaque au nord d'Israël, appuyé par l'Iran. En tout cas tout doit être fait pour l'éviter. C'est le rôle des dirigeants de la communauté internationale de dire les choses clairement, mais en même temps de veiller à ce que la situation ne dérive pas et ne se dégrade pas. C'est ce qu'a tenté de faire, d'ailleurs, le président américain Joe Biden, qui connaît bien ces questions, par sa visite en Israël. J'espère que cela nous permettra d'aborder cette étape avec un esprit de responsabilité. Le bruit et la fureur ne permettent pas forcément de trouver des solutions au problème qui se pose.

Une réflexion et une clarification à conduire à gauche

Je ne veux pas être plus long. Je voudrais juste vous dire que la Fondation Jean-Jaurès travaille sur toutes les thématiques que vous allez aborder, particulièrement les enseignements de l'histoire pour répondre aux questions du temps présent. Vous allez entendre des communications, des bilans et tracer des perspectives.

La Fondation Jean-Jaurès a lancé plusieurs études, dont une qui a été rendue publique ces derniers jours. Il s'agit de la onzième édition de l'étude que nous coproduisons avec le CEVIPOF et le journal *Le Monde*,

appelée « Fractures françaises ». Cette étude montre combien les problèmes continuent de se poser à la société française, avec, tout d'abord, une préoccupation en ce moment très forte des Français autour de la question du pouvoir d'achat, ce qui est compréhensible. Transparaît aussi le risque de déclin du pays et un doute sur l'avenir de la France. Je vous invite à lire cette étude dont le journal *Le Monde* a fait une restitution. Vous trouverez tous les éléments sur le site de la Fondation Jean-Jaurès.

Une autre préoccupation politique sur l'avenir apparaît : la question climatique, qui angoisse de plus en plus la population. Si la conscience de cette question est élevée, une insuffisance des réponses politiques rassurantes qui permettent d'engager un projet fédérateur est mise en lumière.

Un autre élément particulièrement inquiétant émerge aussi : quand on interroge les Français sur leur perception des différentes sensibilités politiques, on constate que le Rassemblement national est crédible pour 44 % d'entre eux pour exercer les responsabilités de l'État et que 40 % pensent qu'il a la capacité à le faire. Quelle réponse opposer en face ? C'est la responsabilité de la gauche, de l'Institut Pierre Mauroy qui fait partie de cette famille et entend prendre sa part dans la réponse, j'en suis sûr.

Nous avons aussi interrogé les Français sur la « société rêvée des Français ». Il s'agit d'une autre étude de la Fondation Jean-Jaurès. On essaie de voir où se situent les lignes de force et les axes qui pourraient permettre à un projet politique de fédérer, d'entraîner, de transcender et de recommencer à mettre au point, en quelque sorte, un récit national qui pourrait rassembler.

Ce ne sont ni la Fondation Jean-Jaurès ni l'Institut Pierre Mauroy qui le feront. C'est aussi aux formations politiques de s'en saisir. Si on ne veut pas être dans l'impasse à la prochaine élection présidentielle, on mesure bien l'immense travail qu'il y a à accomplir d'ici là. Donc j'espère que les formations politiques, que la famille socialiste, la social-démocratie seront à la hauteur.

Pour l'instant ce n'est pas encore le cas, toutes les conditions ne sont pas réunies. Nous sommes dans une maison qui a connu des périodes difficiles pour le socialisme mais aussi des succès, des réussites et des réalisations dont vous tirerez un enseignement à travers vos communications. A ce sujet, je vous invite à prendre connaissance d'un travail exhaustif d'inventaire que la Fondation Jean-Jaurès a fait sur le quinquennat de François Hollande 2012-2017. Il montre le bilan de ce qui a été réalisé, de ce qui a marché et de ce qui n'a pas marché, parce qu'il nous appartient aussi de tirer les leçons du pouvoir. Ce document est à votre disposition.

Je cite enfin une autre étude qui est intéressante - vous allez dire que je rentre un peu dans les détails - et qui s'appelle « La France des sous-préfectures ». La France, ce n'est pas que Paris, ce n'est pas que la campagne ou le monde rural. Existe aussi cette France des villes moyennes et des petites villes. On a constaté pendant le conflit pour la défense des retraites, un taux de participation de manifestants extrêmement élevé dans les villes moyennes, ce qu'on appelle la France des sous-préfectures.

Cette France des sous-préfectures est une France populaire. Elle est composée majoritairement d'ouvriers et d'employés, de peu d'emplois de profession libérales, ou beaucoup moins que dans les grandes métropoles. On y constate une mobilisation très forte en faveur du vote pour le Rassemblement national, parce que dans ces régions qui ont été industrialisées dans le passé mais qui ont connu des séismes industriels aux lourdes conséquences sociales, une dégradation des services publics, on note une absence de réponse à gauche. Cette situation doit faire réfléchir la gauche. Il n'y a aucune perspective de réussite à gauche.

Voilà ces quelques mots pour vous dire que je me réjouis encore une fois de vous accueillir ici à la Fondation Jean-Jaurès. Vous serez toujours les bienvenus, la Fondation Jean-Jaurès est votre maison. Bon colloque, bon travail ! J'espère que vous en tirerez le meilleur profit.

TABLE-RONDE

/ **BERNARD DEROSIER**

Co-président de l'Institut Pierre Mauroy

DIX COLLOQUES POUR L'AVENIR DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Merci, cher Jean-Marc. Merci monsieur le président de la Fondation Jean-Jaurès. Merci de nous accueillir dans ces locaux, même si, pour beaucoup d'entre nous, ces locaux sont pleins de souvenirs. Personnellement, c'est ici que j'ai suivi le premier comité directeur du Parti socialiste il y a quelques années.

Merci donc de cet accueil et pour les propos que tu viens de tenir. Merci à chacune et à chacun d'entre vous d'être présents. Nous craignons un peu que nous ne soyons pas nombreux, la salle est pleine et c'est très bien. Donc merci à chacune et chacun d'entre vous, et parmi vous, d'éminentes personnalités que je ne veux pas citer mais qui se reconnaîtront, et vous êtes toutes et tous des personnalités bien entendu. Merci aussi aux intervenants que je présenterai au fil de nos travaux, avec

une mention particulière pour deux anciens Premiers ministres, l'un d'entre eux vient de s'exprimer, Bernard Cazeneuve va nous rejoindre tout à l'heure. Je pense que cela mérite d'être souligné, une organisation comme la nôtre, dans sa modestie, qui se permet d'avoir dans son colloque annuel deux anciens Premiers ministres.

Un colloque chaque année

J'ai une pensée amicale – beaucoup d'entre vous le connaissent – pour Michel Thauvin, qui copréside avec moi cet institut depuis sa création, qui ne peut pas être avec nous aujourd'hui pour des raisons personnelles de santé.

L'institut Pierre Mauroy qui vous accueille, vous le savez sans doute, nous l'avons créé en septembre 2013. Pierre Mauroy est décédé le 7 juin 2013. Nous avons rendu l'hommage annuel pour le dixième anniversaire de son décès en juin dernier, au cimetière de Lille, où il est enterré. Si nous avons créé cet institut, c'est parce que nous étions quelques-uns à vouloir pérenniser dans le temps ce que fut l'action de Pierre Mauroy, ce que furent les politiques qui ont été les siennes, et surtout son engagement au service du socialisme. Jean-Marc Ayrault rappelait la part qu'il a prise au niveau de la Fondation Jean-Jaurès.

Pour contribuer à cette pérennisation, nous organisons chaque année un colloque qui nous conduit à contribuer modestement à la réflexion et, pourquoi pas, à des avancées de la social-démocratie. Le premier de ces colloques, nous l'avons tenu en décembre 2014, quasiment un an après son décès. Nous l'avons intitulé « Pierre Mauroy ou la passion de la vie », ce qui a fait que Pierre Mauroy est devenu Premier ministre, avec des témoignages. Déjà, en 2014, cher Jean-Marc, tu étais présent, Bernard Roman, Henri Nallet, Michèle Cotta, François Bazin et quelques autres. En 2015, nous avons traité de la décentralisation. Un récent documentaire est passé sur la chaîne parlementaire et sur la chaîne nordiste, Wéo, sur ce thème, à l'initiative d'Olivier Sarrazin. Nous avons traité de l'Europe

en 2016, du Parti socialiste en 2017. Sur ce thème, il y a eu aussi un documentaire qui a été présenté sur les mêmes chaînes de télévision, à l'initiative de Caroline Béhague.

Nous avons abordé la vie syndicale et associative de Pierre Mauroy en 2018, Pierre Mauroy ayant été à l'origine notamment du SNETAA, l'un des syndicats de la Fédération de l'Éducation nationale. En 2019, nous avons traité de la vie locale mais le covid ne nous a pas permis de tenir physiquement ce colloque mais nous avons publié des Actes sur cette question : région, département, commune. Gouverner à gauche, l'Internationale, le renouveau de la gauche, tels sont les thèmes suivants de ces colloques. À chaque fois, les Actes de ces rencontres peuvent constituer des références pour les historiens, pour celles et ceux qui s'intéressent et qui réfléchissent à ce que doit être l'avenir de la social-démocratie.

Apporter un peu de lumière

Aujourd'hui c'est le dixième colloque, avec pour thème « Présence et action socialistes, d'hier à aujourd'hui ». Il nous a semblé important de rappeler un certain nombre d'interventions et d'actions des socialistes dans l'histoire de notre pays et d'apporter ainsi notre contribution dans un contexte dans lequel le Parti socialiste est aujourd'hui plutôt en difficulté. C'est presque un euphémisme de dire cela. Il est l'objet de critiques, il est l'objet d'attaques, surtout sur le quinquennat 2012-2017 où François Hollande était président de la République. Il est heureux que la Fondation Jean-Jaurès ait publié ce document.

Il nous a semblé important de rappeler sur quelques aspects les avancées que la France doit aux socialistes. Comme il est impossible de tout évoquer, nous avons retenu quelques thèmes qui vont faire l'objet de propos introductifs. Ce sera le cas de l'Europe avec Bernard Cazeneuve, des avancées sociales avec Jean-Claude Mailly, de la culture et de l'éducation avec Patrick Bloche et du droit des femmes avec Françoise Morvan. Le colloque sera introduit par un maître de conférences à

l'Université de Paris Est Créteil, Pierre-Emmanuel Guigo, qui est historien, qui nous dira tout ce qu'il a à nous dire sur le sujet. C'est Jean Peyrelevade qui tirera les conclusions de ce colloque.

Je vous l'ai dit, on n'a pas pu traiter de tout. On aurait pu évoquer la laïcité, l'écologie, l'immigration, etc., mais nous avons devant nous encore de belles années où nous pourrions sans doute revenir sur ces questions-là.

Ces derniers jours l'actualité, Jean-Marc vient d'y faire allusion, nous plonge d'une certaine façon dans « l'aujourd'hui ». Mais il ne faut pas oublier hier. A côté d'un professeur d'histoire je vais faire attention à ce que je dis, mais Tocqueville disait il y a deux siècles : « Quand le passé n'éclaire plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres ». Et le maréchal Foch disait aussi : « Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir ». Alors, si à l'issue de ce colloque nous avons apporté un peu de lumière, nous n'aurons pas perdu notre temps ni notre après-midi. Merci.

Sans plus attendre, je donne la parole à Pierre-Emmanuel Guigo, maître de conférences à l'Université Paris Est Créteil, pour une introduction générale à ce colloque. Vous avez la parole, monsieur le professeur.

PIERRE-EMMANUEL GUIGO

Maître de conférences à l'Université Paris Est Créteil

REDÉCOUVRIR LES EXPÉRIENCES D'UNE GAUCHE SOCIAL-DÉMOCRATE

Merci beaucoup pour cette invitation qui me touche particulièrement. Merci à l'Institut Pierre Mauroy, à Ghislaine Toutain avec laquelle j'ai beaucoup échangé, qui m'a été de grand conseil pour préparer cette intervention, à Bernard Derosier que j'avais eu la chance de rencontrer pour la préparation d'un travail dont je vais vous parler dans quelques instants.

Merci, plus généralement, aux membres et aux organisateurs de ce colloque et à la Fondation Jean-Jaurès bien entendu. Jean-Marc Ayrault rappelait à juste titre l'importance de la Fondation Jean-Jaurès. Je peux vous dire, en tant que chercheur, à quel point son accueil est très utile. En fait, je suis un peu un « bébé » de la Fondation Jean-Jaurès, ma carrière ayant commencé grâce au prix de la FJJ – Le chantre de l'opinion. La communication de Michel de 1974 à 1981, paru en 2013 – et à la publication qui m'a été permise à ce moment-là. Je lui dois beaucoup et je suis content de pouvoir la remercier ici.

Le soutien des instituts et des fondations

Avant d'aborder le sujet qui doit être le mien aujourd'hui, je voudrais dire que l'Institut Pierre Mauroy, dont on fête les dix ans, doit être également remercié parce que son site internet présente de très nombreux documents et archives. C'est dommage qu'il ne soit pas plus connu.

Il faut remercier aussi toutes les fondations politiques et ce qu'elles peuvent apporter et valoriser. Il s'avère plus facile aujourd'hui que jadis de faire de la recherche sur l'histoire très contemporaine parce qu'on a accès à un très grand nombre de documents. En l'occurrence, pour préparer l'ouvrage qui explique ma présence devant vous – une biographie de Pierre Mauroy qui devrait sortir en 2024 chez Perin dans la suite du « Michel Rocard » que j'avais écrit il y a trois ans – je dois beaucoup aux archives de la Fondation Jean-Jaurès et au fonds d'archives de Pierre Mauroy que j'ai pu consulter assez largement. Cette biographie doit aussi beaucoup à l'Institut Pierre Mauroy, aux archives en ligne, aux actes des colloques qui sont des documents très utiles et dont la numérisation facilite l'utilisation.

Les témoignages aussi jouent un rôle important. Toute une série de témoignages a été réalisée en 2021, pour le quarantième anniversaire de 1981, qui sont d'autant plus précieux aujourd'hui que, malheureusement, beaucoup de ces témoins nous ont quittés. Pour l'historien, c'est une ressource pertinente et fort utile.

Ainsi, l'historien du politique est de plus en plus conduit à travailler avec des instituts et des fondations, tout en gardant son indépendance. Nous ne sommes évidemment pas là pour écrire une hagiographie de Michel Rocard ou de Pierre Mauroy, mais le fait est que c'est un grand support, une grande aide que de recevoir ce soutien de ces organisations et de travailler avec elles en bonne entente et en bonne collaboration.

Une mémoire oubliée

Je vous rassure, je ne vais pas vous parler de l'action des socialistes de 1905 jusqu'à nos jours ou, comme on le disait en plaisantant lors du déjeuner, des Égyptiens jusqu'à nos jours. Je vais me centrer essentiellement sur le gouvernement de Pierre Mauroy, en m'inspirant de ce que j'ai pu écrire pour sa biographie à travers son fonds d'archives, à travers les archives de l'Institut Pierre Mauroy et aussi grâce aux entretiens que j'ai pu mener avec certains d'entre vous présents ici.

Je vais centrer mon propos sur l'action de Pierre Mauroy Premier ministre et plus précisément sur les réformes qu'il a conduites, puisque c'est l'un des grands axes de ce colloque, pour essayer d'analyser ce qu'elles ont de spécifique. Mon plan s'articulera en trois temps. J'aborderai d'abord les réformes majeures et durables, en essayant de comprendre pourquoi elles le sont. Je m'intéresserai ensuite à des réformes qui ont entériné le fait que la gauche cherche désormais à exercer le pouvoir dans la durée. Ce sera une grande différence avec les gouvernements et les expériences socialistes précédentes, ce dont Pierre Mauroy était très conscient. Enfin, je m'intéresserai à la mémoire de l'action et des réformes socialistes à l'époque où Pierre Mauroy était Premier ministre, une mémoire qui est aujourd'hui un peu oubliée.

Bernard Derosier disait à juste titre que le parti socialiste fait l'objet de critiques. Mais ce qui est le plus menaçant à l'heure actuelle, ce ne sont pas tant les critiques auxquelles on peut répondre ou argumenter, ce qui est toujours intéressant. Ce qui m'effraye plutôt en tant qu'historien, c'est l'indifférence. La mémoire socialiste est quelque peu tombée dans l'oubli, en tout cas auprès des jeunes générations. C'est donc d'autant plus utile d'être là pour en parler et pour rappeler les grands traits de ces expériences du pouvoir et éviter que le PS n'aborde le pouvoir comme s'il s'agissait d'une terra incognita.

I - Des réformes majeures et durables

Dans un premier temps, donc, les réformes majeures et durables du gouvernement Mauroy. En seulement quelques mois après l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981, c'est un train de réformes impressionnant. Une rapidité exceptionnelle quand on constate à quel point aujourd'hui les réformes d'aujourd'hui donnent lieu à des débats sans fin. En 1981 tout est allé extrêmement vite, parfois en utilisant des moyens qui permettent de passer plus rapidement sur le débat parlementaire, comme le recours aux ordonnances, ce qui va être le cas notamment pour les revalorisations, celles des retraites et du SMIG.

Mais il y a aussi des lois très importantes qui perdurent jusqu'à nos jours. Des lois sociales, notamment la réforme des retraites (abaissant l'âge à 60 ans), en dépit d'une fronde parlementaire de la droite qui s'est réveillée à ce moment-là, les jeunes loups du RPR tentant d'utiliser une forme de blocage parlementaire. Cette réforme a cependant été adoptée. En 2021, des sondages ont été réalisés sur ce qui était le plus resté dans la mémoire collective de ces grandes réformes menées par François Mitterrand et par Pierre Mauroy. La retraite à 60 ans et l'abolition de la peine de mort sont les réformes les plus mémorables encore aujourd'hui. Tout cela a été adopté en très peu de temps. Si bien qu'au congrès de Valence, en octobre 1981, les parlementaires socialistes présents dans ce congrès se sont plaints de cette trop grande activité, expliquant qu'ils étaient surchargés de travail et qu'on leur demandait d'étudier beaucoup trop de dossiers en très peu de temps. Ce qui démontre une fois encore cette volonté de Pierre Mauroy de changer profondément le travail et les conditions de vie de la population à travers la retraite à 60 ans, l'amélioration des prestations sociales, la cinquième semaine de congés payés et les 39 heures de travail par semaine.

Je ne citerai pas l'ensemble de toutes les réformes, vous les connaissez, pour certains bien mieux que moi. Il faut quand même en citer une qui démontre cette volonté de transformer le travail, les lois Auroux, qu'on

a tendance souvent à oublier dans ce bilan de la gauche mais qui sont très importantes pour la démocratisation du travail. Le fait est que le monde du travail n'a plus été exactement le même après le vote de ces lois, comme le souligne Mathieu Tracol dans l'ouvrage qu'il leur a consacré, publié par la Fondation Jean Jaurès.

Nous avons donc là un train de réformes d'une ampleur très importante et qui, en termes de bilan, l'est encore plus que les expériences précédentes de la gauche. Certes, le Front populaire est resté dans les mémoires parce que ce sont les premières grandes réformes sociales qui constituent symboliquement une étape préalable à la transformation de la condition de vie des travailleurs au ^{xx}^{ème} siècle. Mais pour autant, les réformes de 1981 demeurent d'autant plus majeures qu'il n'y aura plus de bilan social aussi conséquent lors de l'exercice du pouvoir par la gauche ensuite.

Certaines de ces réformes sont aussi particulièrement courageuses. On peut citer l'abolition de la peine de mort, dont il faut toujours rappeler que les sondages y étaient très défavorables. Le gouvernement a choisi de prendre les devants sur un sujet qui n'était pas du tout admis. De même pour le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse. On a beaucoup parlé de la loi Veil à juste titre, mais le remboursement de l'IVG n'est adopté que sous le gouvernement de Pierre Mauroy, contre, d'ailleurs, la volonté de François Mitterrand. Pierre Mauroy l'a raconté. Dans ses archives, figurent des échanges avec François Mitterrand qui sont relativement houleux, puisque le président de la République était opposé à ce remboursement qui constituait pour lui un cas de conscience, preuve qu'il n'avait pas totalement rompu avec une éducation catholique. C'est Pierre Mauroy, avec Yvette Roudy, qui va l'imposer, y compris, donc, à son propre président. Il y a là un signe de courage politique qui n'allait pas du tout de soi à cette époque.

Parmi ces réformes importantes et qui sont encore marquantes aujourd'hui, figure l'autonomisation des médias. Dans ce domaine aussi force est de constater que le système médiatique – je parle devant mon

ancien professeur d'histoire des médias Jean-Noël Jeanneney – et le monde des médias ne sont plus exactement les mêmes, que ce soit à *Radio France* ou ailleurs dans l'audiovisuel, avant et après l'arrivée des socialistes au pouvoir. Une autonomie très importante va débiter, qui est toujours un cheval de bataille à mener. Elle se pose aujourd'hui en d'autres termes, mais elle va franchir une étape importante à ce moment-là, sans parler aussi de l'autorisation des radios libres. Toutes ces réformes, adoptées à grande vitesse et qui impressionnent par leur ampleur, vont fonder une action socialiste qui va se prolonger par la suite. On en retrouvera des éléments dans le gouvernement de Michel Rocard. Je pense notamment au RMI et à la CSG qui s'inscrivent dans la continuité de l'action conduite en 1981.

Mais il y a aussi des réformes qui ne pourront pas aboutir, engagées peut-être un peu tardivement et victimes d'autres priorités, même si elles étaient déjà dans les cartons dès 1981. Elles vont se trouver dans une situation plus difficile encore à partir de 1983-1984 en raison d'une mobilisation de la droite beaucoup plus forte et des manifestations de rue, comme on le verra à propos de l'enseignement privé.

En y réfléchissant aujourd'hui, on s'aperçoit que ces réformes-là laissent un certain goût d'amertume parce qu'elles paraissent plus que jamais d'actualité. Je pense à la loi sur l'enseignement privé, notamment. En effet, l'enseignement privé confessionnel a pris une importance majeure aujourd'hui, au détriment de l'enseignement public. Cette offensive du privé se fait même dans l'enseignement supérieur, alors que les universités publiques sont en grave difficulté. Etant enseignant à Créteil, je peux d'autant mieux en parler. Il y a quelque chose, là, qui aurait pu, qui aurait dû sans doute être mené à bien, qui n'a pas pu l'être et qui n'a pas été repris par les gouvernements de gauche qui ont suivi.

Il en va de même pour la loi qui a été qualifiée à l'époque « anti-Hersant », la loi sur la concentration de la presse, qui elle aussi a été rejetée, par la suite, dans un premier temps par le Conseil constitutionnel, puis par la droite qui l'a tout simplement abolie, comptant dans ses rangs Hersant,

redevenu député en 1986. Quand on voit aujourd'hui l'offensive de Vincent Bolloré et de LVMH ou l'affaire *Historia* ces derniers jours, on peut se dire que quelque chose a été raté à ce moment-là et que l'on peut d'autant plus le regretter.

Dernier point : une réforme qui n'en n'est pas vraiment une mais plutôt une pratique du pouvoir différente, plus collégiale des institutions, qui n'a pas été prolongée par la suite. Pierre Mauroy le dit dans son discours de politique générale et dans un certain nombre de consignes envoyées aux ministres.

Cette volonté d'exercer les institutions de manière moins autoritaire et moins présidentialisée qu'elles l'ont été sous Georges Pompidou et sous Valéry Giscard d'Estaing n'aura pas forcément été suivie. Si Michel Rocard s'est situé dans la droite ligne de ce mode de gouvernement, ce ne sera pas le cas de tous les gouvernements qui ont suivi. On réalise là aussi à quel point nos institutions semblent aujourd'hui un peu à bout de souffle et sont très critiquées. La volonté de les pratiquer différemment, dans une interprétation moins présidentialisée, en revenant peut-être un peu plus à la lettre de la Constitution, ferait peut-être du bien à tout le monde.

II - Le pouvoir dans la durée

Le deuxième temps, comme je l'ai dit, porte sur des réformes qui entérinent le fait que la gauche cherche à exercer le pouvoir dans la durée. En effet, pendant très longtemps la gauche, la gauche socialiste en particulier, s'est d'abord conçue révolutionnaire. Puis peu à peu elle a abandonné cette ambition révolutionnaire pour s'assumer réformiste. Mais le fait est que c'est à partir de Pierre Mauroy, dans ce qu'il appelait ce « Bad-Godesberg rampant », qu'elle a vraiment accepté d'exercer le pouvoir dans un système qu'elle n'accepte pas tel quel et qu'elle souhaite transformer par des moyens légaux et en exerçant le pouvoir dans la durée, quand les expériences de gauche – et socialistes plus précisément – ont souvent été éphémères.

J'évoque encore le déjeuner qui a précédé le colloque les discussions de déjeuner sont souvent intéressantes pour un historien car il s'y tient des propos qu'on n'ose pas dire dans les colloques). C'est Jean Peyrelevade, je crois, qui relevait que la gauche se maintient au pouvoir souvent de manière éphémère. C'est vrai pour le xx^{ème} siècle, on verra si ce le sera pour le xxi^{ème} siècle. Ce qui explique la volonté de Pierre Mauroy, en 1980, de sortir de cette gauche qui gouverne dans l'éphémère pour bâtir une gauche capable de gouverner dans la durée. Il le dit au congrès de Valence. On n'a retenu de ce congrès que les têtes qui devaient être coupées. Mais en fait la majorité des discours est très intéressante car ils portent sur la façon de concevoir le pouvoir, les institutions et ce qui doit être fait à ce moment-là, le discours de Pierre Mauroy étant d'une très grande modération tant sur le plan économique que sur le plan politique. Pourquoi faut-il gouverner dans la durée ? Parce que, justement, il faut lever cette hypothèque d'une gauche qui ne serait pas capable de gouverner longtemps, qui arriverait au pouvoir et puis au bout de six mois, un an, serait chassée, notamment par les forces de l'argent. Pierre Mauroy dit ainsi au congrès de Valence : « Nous sommes les héritiers d'une espérance née avec les combats des premiers prolétaires, nous sommes les héritiers des premiers républicains et des communards proscrits, nous sommes les héritiers de Jules Guesde et de Jaurès Jaurès, de l'unité de 1905 et du déchirement de 1920, de Léon Blum et du Front populaire. Nous assumions l'histoire du socialisme français, assumons désormais l'histoire de la France ».

Il y a là cette volonté d'assumer complètement d'être « des nains sur des épaules de géants », pour reprendre la célèbre formule, de géants socialistes, mais aussi de permettre à la gauche de gouverner durablement. Gouverner durablement, cela veut dire aussi, comme aimait le dire Pierre Mauroy, « ne pas briser la machine et le système » et le transformer sans se tourner – comme il le dira à François Mitterrand en 1983 – vers la conduite sur du verglas. Cette idée d'une forme de réalisme économique va s'imposer à ce gouvernement socialiste qui sera par la suite le leitmotiv

des gouvernements de gauche qui vont suivre. Comme l'a dit encore Pierre Mauroy au congrès de Valence, « c'est sur sa capacité, dans les premiers mois, à gérer l'économie, à tenir les grands équilibres notamment en matière d'emploi, des prix et de la monnaie que la gauche sera jugée. Cette capacité lui a fait quelquefois défaut dans le passé par excès de précipitation dans la mise en œuvre de ces projets généreux. »

Si ces réformes peuvent être menées, c'est aussi parce qu'elles sont très largement soutenues par la société et par la vie politique française de l'époque. L'union de la gauche a été un élément essentiel dans la conduite rapide de ces réformes.

Pierre Mauroy n'a cessé de se battre depuis ses débuts en politique pour cette union de la gauche. Il a toujours eu d'excellentes relations avec le Parti communiste. On se souvient de son retrait à deux reprises lors d'élections législatives, alors même qu'il était quasi sûr d'être élu au second tour, pour le candidat communiste qui, la première fois, a été élu puis battu la deuxième fois. Il manifestait aussi un grand respect pour les autres partis de gauche, pour les radicaux et pour le PSU. Ces trois partis intégreront son gouvernement en 1981. Les communistes le quitteront lorsque Pierre Mauroy quittera Matignon. Ce n'est pas ce qu'on appelle couramment le tourant de la rigueur qui provoque la fin de l'union de la gauche, c'est le départ de Pierre Mauroy de Matignon.

De cette union de la gauche et de ses relations avec les partenaires de la gauche, le PS a tiré la conclusion de la nécessité d'exercer le pouvoir dans la durée. Cela n'a pas été le cas des partenaires de gauche qui en ont tiré plutôt un souvenir contraire. Pour les communistes, le souvenir de l'union de la gauche est plutôt un souvenir qu'ils préfèrent rejeter. En tout cas c'est ainsi qu'il a été interprété par la suite en raison des échecs électoraux du Parti communiste qui avait l'impression, en quelque sorte, d'être le grand perdant de sa participation au gouvernement. Il s'est donc détourné, au moins jusqu'en 1997, de l'exercice du pouvoir, considérant que cela lui avait plutôt nui.

De même pour les autres mouvements de gauche. Ainsi les écologistes, qui n'étaient pas dans l'union de la gauche en 1981, étant encore en gestation, vont pendant longtemps considérer le pouvoir comme quelque chose de relativement mauvais et qui ne peut pas être pour eux une véritable ambition.

III - La mémoire

J'arrive au troisième temps de mon propos qui porte sur la question de la mémoire. En effet, si l'action du gouvernement de Pierre Mauroy a été importante, durable et continue à marquer les esprits, il n'en va pas de même pour l'image de Pierre Mauroy lui-même et pour celle des socialistes de gouvernement plus généralement.

Comment l'expliquer ? Chaque année j'aime bien interroger mes étudiants – j'en vois un ici, donc il en a l'expérience – sur ces personnalités socialistes sur lesquelles je travaille. Quand j'ai commencé ma carrière en 2017, quelques mains se levaient encore lorsque je leur demandais qui était Michel Rocard, qui était Pierre Mauroy. Or, depuis deux-trois ans, il n'y en a plus aucune ! Ce n'est pas fait pour vous rassurer, d'où l'utilité de ce qu'on essaie de faire aujourd'hui. Les rares étudiants qui me disent qu'ils ont entendu parler de Pierre Mauroy, ce n'est pas en tant que Premier ministre, ni pour la retraite à 60 ans ou les 39 heures. Ils me disent : « Mais c'est le nom du stade de foot à Lille » ! C'est mieux que rien car la toponymie est la base d'une mémoire collective mais c'est quand même le seul souvenir qui existe.

Rassurons-nous cependant et ne tombons pas dans une nostalgie mal placée. Il s'agit globalement d'une mémoire politique qui n'est pas très ancrée, notamment dans les jeunes générations. Aujourd'hui, lorsque l'on s'investit en politique, on se tourne de moins en moins vers le passé. C'est aussi une mémoire qui n'est pas forcément prise en charge par une institution partisane comme cela pouvait se faire par le passé. Quand je citais tout à l'heure Pierre Mauroy au congrès de Valence, évoquant dans

son discours les deux cultures Guesde-Jaurès, l'expérience du Front populaire etc., c'est quelque chose qu'il ne cessait de valoriser dans son action. À l'époque du CEDEP, dans les revues du club, il était sans cesse question de ces grands débats historiques du socialisme. On peinerait aujourd'hui à retrouver la même chose dans la newsletter du Parti socialiste. Donc cette mémoire et cette prise en charge de la mémoire ne se retrouvent pas aujourd'hui. Peut-être serait-ce un élément à changer. Il y a une attirance certaine pour la radicalité, qui n'est pas propre à la jeunesse contemporaine. Elle a toujours été le fait d'une grande partie de la jeunesse, au moins depuis 1968. Cette attirance ne vise pas à restaurer les expériences social-démocrates qui apparaissent beaucoup moins attirantes que les expériences communardes de 1968 ou d'autres. Toutefois cette attirance pour la radicalité fonctionne toujours par vagues. C'est souvent quand la gauche est en dehors du pouvoir que la radicalité attire. Quand elle s'en rapproche, elle redécouvre quelque part les expériences du pouvoir passées et ce que l'on peut en tirer. À l'approche d'une nouvelle élection qui verra peut-être les forces de gauche revenir, on redécouvrira ces expériences d'une gauche de gouvernement, d'une gauche sociale-démocrate, comme Pierre Mauroy aimait l'assumer, souvent même contre ses camarades socialistes.

C'est donc d'autant plus utile, face à une mémoire dont les traces peuvent être parfois évanescentes aujourd'hui, d'organiser ce type de journée. J'ai eu d'autant plus plaisir à l'introduire. Je vous remercie très chaleureusement.

/ **BERNARD DEROSIER**

Merci à Pierre-Emmanuel Guigo. Je crois qu'il a bien cadré les choses. La dernière partie de son exposé sur la mémoire me va droit au cœur car en

tant que vieux socialiste, je déplore toujours que l'on oublie un peu ce qui a été fait et que les jeunes générations sont davantage tournées vers des actes spontanés qu'en s'appuyant sur l'histoire. Merci donc.

Nous allons passer à la suite. Parce que je vois l'heure qui tourne, je vais demander à Jean-Claude Mailly et à Bernard Cazeneuve qui nous a rejoints et que je salue, de bien vouloir regagner la tribune puisque nous allons traiter des avancées sociales et du projet européen tel que l'ont vécu les socialistes.

En effet, si je suis l'ordre du programme tel que nous l'avons prévu, nous allons traiter des avancées sociales tel qu'un ancien syndicaliste, toujours sans doute syndiqué comme je le suis moi-même, ancien secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, a pu les connaître en tant que responsable, mais aussi comment ces avancées sociales s'inscrivent dans une démarche historique. Jean-Claude, nous t'écoutons.

JEAN-CLAUDE MAILLY

Ancien Secrétaire général de Force Ouvrière

RECONSTRUIRE UN VRAI PROJET SOCIAL-DÉMOCRATE

Merci Bernard et bonjour à toutes celles et tous ceux que je n'ai pas salués tout à l'heure.

J'ai envie de dire que je n'ai pas besoin d'être un rat de bibliothèque ou d'avoir recours à Wikipédia ou chatGPT pour voir qu'une grande partie des avancées sociales ont été permises à un moment où le Parti socialiste, avec d'autres, était au pouvoir. Pas uniquement bien entendu, mais je pense notamment à deux époques : 1936 et 1981, même s'il y en a eu d'autres. Je vais essayer de synthétiser parce qu'il y a eu aussi la période d'après-guerre, 1945, avec la mise en œuvre du Conseil National de la Résistance où la SFIO était engagée. Je rappelle toujours que celui qui, la première fois, a présenté le programme de sécurité sociale du CNR, contrairement à ce qu'on entend souvent, était un syndicaliste de la CGT qui s'appelait George Buisson. Il a présenté ce programme en 1943 à la commission consultative d'Alger, qui sera celui de la sécurité sociale telle qu'elle sera mise en place ensuite.

Les avancées de 1936

Je vais essayer de rappeler rapidement, compte tenu du temps dont nous disposons, les grandes avancées qui ont eu lieu depuis 1936.

Je vais lister, sans en oublier j'espère, les principaux points qui ont été gagnés d'une certaine manière sous le Front Populaire, avec les grèves et les occupations d'usine : développement des conventions collectives avec la mise au point du principe de faveur qui était un principe clé. Ce principe de faveur n'existe plus aujourd'hui ; il s'agissait de signer un accord au niveau national interprofessionnel, confédération syndicale et organisation patronale ; au niveau de la branche, niveau en dessous, vous pouviez modifier et compléter cet accord sans pouvoir remettre en cause les droits des travailleurs, idem au niveau de l'entreprise. Donc une hiérarchie des normes. Ensuite, reconnaissance de la liberté d'opinion, ce qui n'était pas le cas, création des délégués du personnel, augmentation des salaires de 7% à 15 %, avec une moyenne de 12%, dans les branches notamment.

Autres avancées : extension des conventions collectives, ce qui signifie qu'une convention collective ou un accord signés au niveau national par une disposition législative est étendue et obligatoire pour l'ensemble des entreprises et des salariés. Mise en place d'un premier système d'allocation chômage. Amélioration de la situation de la retraite des mineurs, importante à l'époque. Les 40 heures. Les 15 jours de congés payés. Le billet de congé annuel, créé par Léo Lagrange, qui accorde 40 % de réduction pour partir en congé. Enfin, mise en place de procédures de conciliation et d'arbitrage. Toutes ces dispositions ont été essentielles pour tout le xx^e siècle. Certaines perdurent aujourd'hui bien entendu.

Les avancées de 1956 et de 1981

Deuxième époque : 1956-1981. J'ai retenu les périodes où la SFIO et le PS étaient au pouvoir.

1956 : troisième semaine de congés payés. Création d'un fonds national de solidarité pour aider les personnes âgées. Fameuse. Extension des procédures de médiation.

1981 : le Programme commun de gouvernement et l'application rapide – cela vient d'être rappelé – de toute une série de dispositions décidées très vite : les 39 heures, la cinquième semaine de congés payés, la création et la mise en place des CHSCT, la retraite à 60 ans, une augmentation du Smic de 10 %, les lois Auroux, y compris le droit d'expression des salariés. Ce sont les éléments clés qui ont été obtenus.

Les avancées de 2012-2017

Troisième époque : 2012-2017 avec - telle que je l'ai vécue en tant que militant socialiste également - un bilan plus contrasté. Jean-Marc Ayrault ne va pas être surpris de ce que je vais dire parce que je l'ai déjà dit publiquement devant lui.

Dans cette période 2012-2017, je distingue deux périodes.

La première période est celle où Jean-Marc Ayrault était Premier ministre. Il est un vrai social-démocrate, à la fois en termes de méthode de travail et en termes de décisions. Je me souviens par exemple - j'étais en responsabilité à l'époque – de la mise en place du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui a fait couler beaucoup d'encre et qui s'est fait en concertation profonde avec l'ensemble des organisations syndicales. On peut juger telle ou telle chose, mais une première transposition de plusieurs accords nationaux interprofessionnels a bien été réalisée dans le respect des procédures de négociation qui avaient été adoptées par un compromis entre syndicat et patronat. Cela s'est passé au cours d'une période très difficile, après la crise financière de 2008 et avec une situation budgétaire qui n'était pas simple. Je pense d'ailleurs, entre nous, que la prochaine crise, en 2027, ne sera pas plus facile, et que la situation budgétaire sera compliquée également.

La deuxième période que je distingue est plus difficile encore que la première car elle présente un bilan plus contrasté, avec notamment la loi Travail qui a été très compliquée à vivre socialement. j'ai toujours considéré, encore aujourd'hui – je livre un petit message pour l'avenir – que quand les socialistes ouvrent une brèche dans le code du travail, la droite casse la porte complètement. Je ne prétends pas avoir raison mais pour moi, la brèche introduite en 2016 a permis les ordonnances Macron. Au passage, le vrai initiateur de la loi Travail de 2016 n'est pas Myriam El Khomri que je vois encore régulièrement. Celui qui est à l'origine de cette loi c'est Emmanuel Macron, personne d'autre. Il faut qu'on le sache. Je ne parle pas de la période où Bernard Cazeneuve était Premier ministre puisqu'il n'a pas eu le temps, en six mois, de commettre des erreurs. Mais j'espère personnellement qu'il aura le temps d'en faire plus tard. Je n'en dirai pas plus.

Une économie sociale de marché

Dernier point pour pas être long et pour respecter le calendrier. A mon âge, on peut se permettre de dire certaines choses. Ce qui manque aujourd'hui, c'est un vrai projet. Des discussions que je peux avoir ici ou là, il ressort que, globalement, les citoyens ne savent pas où on va. Il n'y a pas de colonne vertébrale idéologique au bon sens du terme, il n'y a pas de projet, il n'y a pas de vision. Premier élément.

Il ne s'agit pas, y compris par exemple pour une présidentielle, de dire qu'on va faire le catalogue de la Samaritaine. Les gens ne lisent pas le programme des uns et des autres. La présidentielle, c'est quelque chose de particulier. Mais je pense qu'un vrai projet est indispensable.

Il faut aussi une union de la gauche qui soit une union réelle. Je vais utiliser le mot d'un comique, Michel Boujenah – cela va peut-être vous choquer mais moi cela m'a fait rire – : « évitons NUPES, cela fait penser à une maladie telle que l'herpès, et il vaut mieux l'éviter ». Plus qu'un moratoire, une rupture serait, de mon point de vue, plus importante.

Si on veut reconstruire sur un vrai projet, je liste quelques thèmes sur lesquels il est, selon moi, indispensable de travailler. La fiscalité. La dernière fois où on a pu parler sérieusement globalement de la fiscalité, c'est quand Jean-Marc Ayrault était Premier ministre mais il n'a pas eu le temps ensuite de mettre en application ce qu'il voulait faire. La France a besoin d'une réforme fiscale parce que les citoyens veulent avoir le sentiment, quand ils paient leurs impôts, d'une équité dans la fiscalité qui n'existe plus. Autre thème : la décentralisation. La question du travail aussi, ou comment prendre en compte ce qu'on appelle l'ESG et la RSE, est importante. Comment arriver, sur le plan du dialogue social et des relations sociales, à des systèmes qui soient des systèmes de co-construction, y compris s'il faut bousculer certaines formules.

Etant libre aujourd'hui, je peux dire ce que je veux... Je suis favorable au développement de l'actionnariat salarié. Je suis pour des systèmes de co-construction. Mais il faut à un moment donné qu'on avance sur ces systèmes si on veut avoir demain une social-démocratie au pouvoir. Je rappelle que la social-démocratie n'a pas pour projet d'en finir avec l'économie de marché mais de faire émerger une économie sociale de marché. La différence est essentielle.

Je m'arrête là pour pas être trop long.

/ BERNARD DEROSIER

Merci Jean-Claude, à la fois pour la manière dont tu as présenté les choses d'un point de vue historique, mais aussi avec des éléments de réflexion sur la suite et, à l'instant même, sur ce que pourrait être la social-démocratie. Donc merci, tu me donnerais presque envie d'adhérer à Force Ouvrière si je n'avais pas été à la Fédération de l'Éducation nationale.

C'est maintenant le tour de Bernard Cazeneuve de s'exprimer, pas sur ce sujet-là en particulier mais sur l'Europe, puisque nous lui avons demandé de traiter de cette question. Il a eu une approche ministérielle, donc il est bien placé. Il a aussi été, vous le savez, on l'a rappelé, Premier ministre et il a sans doute beaucoup de choses à nous dire. Cher Bernard, nous t'écoutons.

/ **BERNARD CAZENEUVE**

Ancien Premier ministre

SAVOIR D'OÙ L'ON VIENT POUR SAVOIR OÙ L'ON VA

Merci beaucoup, cher Bernard Derosier, de m'offrir l'hospitalité de ces lieux et de me permettre de venir partager avec vous quelques éléments de réflexion, à la fois sur la personnalité de Pierre Mauroy, mais aussi sur ce qu'a été son engagement. Nous étions alors dans une période d'espérance, dont nous avons du mal à concevoir, compte tenu de la distance qui nous sépare d'elle, à quel point elle fut porteuse d'enthousiasme et d'engagement. Nous avons du mal également à percevoir, et j'en suis triste, qu'elle puisse un jour revenir avec la même puissance et la même volonté de transformation de notre société. Et pourtant nous sommes encore nombreux à espérer et à nous battre.

La construction européenne pour la paix

Comme vous m'avez invité à parler de l'Europe, je voudrais évoquer quelques souvenirs et quelques étapes de ce que fut la contribution de Pierre Mauroy à la mise en œuvre du projet pour lequel les socialistes avaient été élus et à la transformation de l'Europe.

Tout d'abord Pierre Mauroy appartient une génération – je reprends là le propos de Pierre-Emmanuel Guigo qui s'est exprimé avant moi – très différente de celle à laquelle moi-même j'ai appartenu, et plus encore de celle qui préside aujourd'hui aux destinées de notre organisation politique. Sans doute pour des raisons qui tiennent à la fréquentation des événements tragiques de l'Histoire, auxquels Pierre Mauroy a pu être confronté et qui l'ont profondément marqué.

Pierre avait dix ans lorsque la Seconde Guerre mondiale a éclaté : un âge trop tendre pour s'engager dans l'action et notamment dans la Résistance, même si il avait tout compris de la dimension singulière du moment qu'il vivait. En même temps, il était suffisamment conscient de ce qui se jouait pour saisir les défis que la période opposait à son propre destin.

Pierre Mauroy, comme beaucoup de socialistes de sa génération, a été très marqué par les déchirements que les grandes guerres mondiales ont engendrés. Il fait partie de cette génération de socialistes qui ont considéré qu'il y avait une consubstantialité de la construction européenne à la paix. Pour lui, sans doute, l'Europe signifiait-elle d'abord une aspiration à la paix, alors même que le nationalisme en Europe avait été à l'origine de tant de confrontations qui elles-mêmes avaient provoqué bien des souffrances et tant de crimes abjects. Je pense bien entendu à la Shoah.

Dans le message que Pierre Mauroy porte comme socialiste et dans sa foi pour la construction européenne, il y a incontestablement cette irrépressible aspiration à la paix de toute une génération. Il est d'ailleurs intéressant de constater que Pierre Mauroy a très vite noué des relations avec des socialistes européens sans avoir nécessairement l'approche que Guy Mollet pouvait avoir de l'Europe. Guy Mollet était fédéraliste, il était entouré d'acteurs qui avaient une conception très supranationale de l'Europe. Pierre Mauroy n'avait pas nécessairement cette conception-là. Il considérait que l'Europe devait procéder de la volonté de nations capables d'unir leurs forces et leur vision pour atteindre un but commun. Et il pensait aussi, sans doute pour des raisons qui tenaient à sa

personnalité, que les relations humaines, les contacts qui pouvaient se nouer étaient déterminants dans la construction d'un projet politique commun.

Très vite, il a donc noué des relations avec des personnalités allemandes ou belges de l'époque, avec Hans Apel qui était un collaborateur à la fois de Willy Brandt et je crois, d'Helmut Schmidt plus tard. Apel fut l'un des partenaires de Pierre Mauroy au sein du SPD, et il conçut avec lui de nombreux projets. Tout cela a contribué à rapprocher le SPD du Parti socialiste français. Il avait également une relation amicale ancienne avec le bourgmestre de Liège. Il s'est enfin rapproché d'autres personnalités humanistes et socialistes, pour s'en faire des amis et pour essayer de définir, par amour de la paix, et par volonté de rapprocher les peuples, les conditions de l'avènement du projet européen.

Une Europe universaliste

Il y a un deuxième élément qui me paraît déterminant dans le parcours politique et européen de Pierre Mauroy. À son époque, les socialistes sont très internationalistes : ce qu'ils veulent pour la France, ils le veulent pour le monde. L'universalisme que portent les socialistes comme une espérance les conduit à considérer que les idéaux au nom desquels ils se mobilisent doivent avoir une portée universelle. Ce qui explique l'engagement viscéral, profond des socialistes dans un certain nombre de grandes causes, contre le racisme, contre l'antisémitisme, pour la paix. Leur mobilisation s'effectue aussi pour le multilatéralisme, c'est-à-dire pour cette idée que nos aspirations pour les libertés nouvelles, pour la justice, l'égalité, l'émancipation des femmes et des jeunes générations doit nous conduire à avoir une ambition universelle, qui dépasse le cadre de nos propres frontières.

Pierre Mauroy était donc européen, c'est en tout cas ainsi que je lis son engagement, parce qu'il était internationaliste et qu'on ne pouvait pas porter cette ambition sans avoir pour le continent européen une vision,

des objectifs d'intégration, de rapprochement politique qui donnent du sens à nos combats, à notre humanisme.

Changer le réel

Le troisième élément qui me paraît important dans la démarche de Pierre Mauroy, c'est l'engagement socialiste, indissociable du réalisme politique et économique. C'est là un trait de la personnalité de Pierre Mauroy et une marque de sa méthode de gouvernement du pays qui m'a beaucoup marqué à l'époque comme jeune militant. Cela m'a conduit à éprouver pour sa personne et son action un profond respect. Et lorsque je suis devenu élu et notamment président de la Communauté urbaine de Cherbourg, j'ai passé beaucoup de temps avec Pierre lorsqu'il y avait des congrès des communautés urbaines. Je lui demandais de me faire le récit de ce qu'avait été cette époque. Je nous revois au Congrès des Communautés urbaines à Cherbourg, à quatre heures du matin, Pierre Mauroy et moi seuls et encore à table, lui me faisant le récit de toute cette épopée politique sur laquelle je l'interrogeais.

Le discours de Pierre Mauroy à l'époque était clair et motivant. Il pouvait servir de boussole dans une période où déjà certains semblaient avoir substitué à leur boussole un anémomètre. Son discours, très utile, était : nous devons durer lorsque nous gouvernons. Et nous ne pouvons pas durer lorsque nous gouvernons sans avoir une exigence de rigueur intellectuelle, d'analyse profonde et méticuleuse de la réalité. Et nous ne pouvons pas faire non plus de la réalité une prison dans laquelle nous enfermerions l'action, sinon, nous tuons l'espérance. La manière dont nous lisons la réalité, l'analyse que nous faisons du réel doivent nous conduire à dépasser le réel pour pouvoir le changer. Voilà ce qu'était sa pensée.

Lorsque je l'ai interrogé sur l'Europe en 2004-2005, à une époque où les socialistes avaient tendance, sur cette question, à opposer leurs visions, Pierre Mauroy insistait beaucoup sur le fait qu'en 1983, lorsqu'il avait procédé au choix que l'on sait, il l'avait fait non pas pour tout céder à

l'Europe, en acceptant notamment une rigueur qui le dispensait de continuer à œuvrer pour la justice sociale. Au contraire, inciter François Mitterrand à ne pas sortir du serpent monétaire européen, lui demander de ne pas céder aux visiteurs du soir, lui dire qu'il n'était pas prêt lui, Pierre Mauroy, « pour conduire sur le verglas », tout cela était destiné à mettre en compatibilité l'efficacité économique, le réalisme économique et les objectifs de justice sociale. Pour Pierre Mauroy, l'objectif était aussi de durer. Il est très difficile de savoir ce qui se serait passé si ce choix n'avait pas été fait par François Mitterrand. Ma conviction profonde est que si Pierre Mauroy n'avait pas emporté l'arbitrage du président de la République à ce moment-là, il ne serait pas resté à Matignon et le destin de la gauche en aurait été changé car elle se serait fracassée sur le mur des réalités. Nous n'aurions pas pu aller au bout de l'expérience. En effet, il n'y avait pas fondamentalement, je dirais presque ontologiquement, de compatibilité entre une sortie des socialistes du projet européen et la poursuite de leur projet politique national. De plus, le maintien de la France dans le serpent monétaire européen a permis de prendre toute une série d'initiatives, en confiance avec les autres sociaux-démocrates européens, qui n'auraient pas pu être prises pour consolider l'Europe, si nous en étions sortis sur un claquement de porte.

Pour moi, Pierre Mauroy, c'est tout cela à la fois : la paix, l'internationalisme, l'Europe et le réalisme économique dans la volonté d'inscrire dans la durée une action, en ne la faisant jamais divorcer du projet européen.

Le rapprochement franco-allemand

Je voudrais dire quelques mots encore sur le rôle déterminant qu'a pu jouer Pierre Mauroy pour que l'Europe garde son cap. D'abord on oublie que le débat sur l'Europe existait avant 1981 au sein du Parti socialiste avec des échéances qui furent parfois difficiles et des moments où Pierre Mauroy joua un rôle déterminant pour que François Mitterrand ne s'éloigne pas de l'objectif européen au moment où il hésitait.

Je pense à un événement particulier, le congrès de Bagnolet de 1973. Lors de ce congrès, qui se tient après le référendum de 1972 sur l'élargissement de l'Union européenne et dans un contexte où deux visions s'opposent sur la question européenne au sein de notre famille, François Mitterrand s'interroge sur l'opportunité de prendre nettement position à ce moment-là sur le fait que le projet du Parti socialiste et l'Europe sont indissociables l'un de l'autre. Pierre Mauroy jouera alors un rôle déterminant pour faire en sorte que la ligne du Parti socialiste soit une ligne européenne et pour que les sociaux-démocrates allemands viennent accompagner cette adhésion de leur soutien à François Mitterrand, au sein du nouveau Parti socialiste.

Il faut avoir à l'esprit qu'à l'époque les choses n'allaient pas de soi. Les sociaux-démocrates allemands ne regardaient pas les socialistes français avec des yeux de Chimène, contrairement à ce qu'on pourrait croire quand on voit quelques photographies de Willy Brandt ramant sur une barque dans un étang de Latché au côté de François Mitterrand. Les choses n'étaient pas aussi simples que cela : Helmut Schmidt, qui était proche de Valéry Giscard d'Estaing, avait fait une déclaration publique indiquant qu'il suspendrait toute aide allemande aux pays décidant de mettre des communistes au gouvernement. On oublie souvent ce contexte. Par ailleurs, un certain nombre de sociaux-démocrates allemands avaient apporté leur soutien à un texte adopté par le gouvernement allemand introduisant une forte suspicion à l'égard des collectivités qui embauchaient des communistes ou des gens d'extrême gauche.

Ce qui avait conduit François Mitterrand à monter un comité de résistance contre ces habitudes allemandes auxquelles Willy Brandt avait souscrit en France et qui avait obligé Pierre Mauroy à multiplier les ambassades, soit à la demande François Mitterrand, soit de sa propre initiative, pour rapprocher le point de vue des sociaux-démocrates allemands de celui des socialistes français. Pierre Mauroy a discrètement multiplié les contacts pour faire en sorte que les points de vue puissent se rapprocher. Je crois que vous avez reçu, à l'Institut, il y a quelques

années¹, une collaboratrice de Willy Brandt, Veronika Eisenberg, qui vous a fait le récit de ces événements dans le détail.

Il est très intéressant de constater à quel point Pierre Mauroy fut l'un des acteurs socialistes français majeurs du rapprochement franco-allemand et un acteur majeur de l'ancrage européen du PS. Il fut aussi un acteur socialiste français majeur du ralliement progressif des socialistes européens à la personne de François Mitterrand et à sa stratégie. Par ailleurs, plus tard, à travers la présidence de Léo Lagrange, celle de l'Internationale socialiste, ou celle de la Fédération internationale des villes jumelées, Pierre a su agréger autour du PS français tous les socialistes européens qui avaient vécu la dictature et qui aspiraient à libérer leur pays.

Le très beau meeting que fait Mario Soares avec Pierre Mauroy à Lille, en 1974 – vous devez vous en souvenir les uns et les autres – est très emblématique de cet élan, de cette volonté que représente et qu'incarne Pierre Mauroy, comme la formation organisée par Léo Lagrange aux pratiques démocratiques des socialistes espagnols sous Franco.

Un espace d'investissement et d'engagement sur les priorités sociales de civilisation

La fibre européenne de Pierre Mauroy ne vient pas de nulle part. Elle s'inscrit dans une histoire personnelle très intéressante à analyser et qui montre que chez ces grands socialistes qui ont mon admiration et qui parfois éveillent en moi une grande nostalgie, l'engagement vient de très loin. Il puise à un creuset qui touche à la profondeur des choses. Dans ce que je viens de décrire du parcours de Pierre Mauroy, il y a assez peu d'intérêt pour les considérations tactiques. Tout est dicté par des considérations de fond qui touchent à l'essentiel. C'est un élément de l'engagement européen de Pierre Mauroy qui est également intéressant et qui mérite d'être noté.

1 - Colloque « Pierre Mauroy ou la passion de l'Europe », 1^{er} décembre 2016.

Enfin, il y a un troisième point qui renvoie moins à ce que Pierre Mauroy a fait mais à ce que Pierre Mauroy aurait pu penser du point où nous nous trouvons sur le plan européen. Si Mauroy a fait le choix – c'est mon interprétation personnelle, je la soumets au débat – de ne pas sortir du serpent monétaire européen en 1983, c'est parce qu'il considérait que sur les grands objectifs de cohésion sociale, de solidarité, de dialogue Nord-Sud, de multilatéralisme, d'aspiration à l'égalité réelle, à la justice, au progrès social, les nations seraient toujours plus faibles à atteindre l'objectif que l'Europe, dès lors que les Nations en son sein décidaient d'unir leurs forces, de mutualiser leurs budgets. Pierre Mauroy croyait aussi à l'idée que le marché intérieur n'avait pas vocation à faire vivre exclusivement la société de marché, mais que le socialisme devait conforter en son sein les liens de solidarité.

Donc, lorsque l'Union bancaire se crée pour éviter la spéculation bancaire, lorsqu'on met en place aujourd'hui des dispositifs comme le devoir de vigilance, qui sont destinés à faire en sorte que les conséquences de l'activité industrielle sur les droits humains, sur l'environnement, sur la santé soient maîtrisées, lorsque l'on essaie de faire en sorte de porter le plan Juncker au-delà de trois cents milliards d'euros pour qu'il puisse constituer un véritable effet de levier dans la mutation écologique, nous sommes fidèles à l'idée que Pierre Mauroy se faisait de l'Europe de ses espérances possibles de solidarité pour les générations nouvelles.

La radicalité, oui, l'extrémisme, non

Je conclus ce propos en me disant que la mémoire des morts préside toujours à l'action des vivants. En politique, je ne crois qu'à cela. On ne vient pas de nulle part. On peut vouloir couper tous les fils, on peut vouloir rompre toutes les amarres au motif que la période justifierait que tout ce qui nous a précédé soit effacé, mais en faisant cela on s'égare. Pierre Mauroy, sage et expérimenté, ne raisonnait pas ainsi. S'il évoquait dans les discours de Valence et d'autres encore la filiation dans laquelle

il s'inscrivait, c'est parce qu'il avait à l'esprit qu'il y a un continuum historique qu'on ne peut pas briser. Parce qu'il est très difficile de savoir où l'on va si l'on ne sait pas d'où l'on vient.

Pierre Mauroy était un homme qui savait où il allait parce qu'il savait d'où il venait. Dans l'ouvrage autobiographique qu'il a écrit en 2012/13 (*Ce jour-là*, Michel Lafon, 2012), à la fin de sa vie, (qu'il m'avait adressé), il raconte notamment son enfance et son cheminement à vélo dans les campagnes septentrionales de notre pays au moment où la guerre éclate. Ce cheminement dans une France qui est en train de se défaire évoque pour lui une solidarité blessée et brisée, une nation qui s'affaisse, une conflictualité qui naît en son sein et qui va conduire aux événements historiques tragiques que l'on connaît. Je pense que dans l'évocation de sa mémoire et l'évocation de la mémoire de sa famille politique, il y a la préoccupation que ce qui a pu défaire la Nation ne se reproduise pas.

Je voudrais terminer sur une notion qui est celle de la radicalité dont vous avez parlé tout à l'heure, en disant que dans la jeunesse, il y a toujours eu de la radicalité. C'est vrai. D'ailleurs, en 1968, cette radicalité dans la jeunesse a été très féconde. Elle a conduit des dizaines de milliers de jeunes à défiler dans la rue en expliquant notamment à François Mitterrand qu'il était un vieil homme de la IV^e République, qu'il avait sa place au musée des antiquités. Donc il y a toujours eu de la radicalité et il y a toujours eu dans la radicalité une forme de volonté de rupture. Mais il n'y a pas toujours eu dans la radicalité les ferments de l'extrémisme. Je ne confonds pas la radicalité avec l'extrémisme. La radicalité est féconde. Elle permet de faire en sorte, qu'à un moment donné, s'expriment des ambitions de rupture dont la société peut avoir besoin. Et dès lors qu'on donne à ces ambitions de rupture un débouché politique, alors la réforme peut prendre le dessus sur la radicalité en transformant les objectifs de la radicalité en actions concrètes par l'exercice du gouvernement de la France.

L'extrémisme, c'est autre chose. L'extrémisme est une juxtaposition de positions impraticables qui sèment les ferments de la confrontation sans rien produire de fécond et qui plonge la gauche, si elle y cède, dans

une impasse. Donc je ne confonds pas la radicalité et l'extrémisme. La radicalité, on peut s'en inspirer. L'extrémisme, il faut s'en détacher par toute la force de nos convictions. Quand je pense à Pierre Mauroy, aux socialistes et à l'Europe et que j'essaie de faire la synthèse de tout cela dans une organisation qui sut longtemps faire des synthèses, et que je me rapporte aux propos qui viennent d'être tenus par ceux qui ont la passion de l'histoire, j'ai envie de terminer par : la radicalité, oui, si elle a un débouché politique, l'extrémisme, non, car il est une impasse.

/ **BERNARD DEROSIER**

Merci cher Bernard. Je ne sais pas ce qu'en penseront mes amis du conseil d'administration de l'Institut, mais je considère que tu as tout à fait répondu à ce que nous attendions et de toi, et sur le sujet que tu viens de traiter. Il y aurait eu beaucoup à dire parce que les socialistes ont quand même été aussi des acteurs importants des premiers pas de la construction européenne, et c'est un ministre socialiste qui a signé le traité de Rome. Moi, c'est ce qui m'avait frappé dans ma jeunesse et donc je le rappelle au passage.

Nous allons faire un petit échange d'intervenants à la tribune. Je vais demander à Patrick Bloche et à Françoise Morvan de bien vouloir rejoindre la tribune. Nous allons maintenant aborder les deux volets qui clôtureront ce colloque : la dimension culturelle et éducative de l'action des socialistes d'une part, les droits des femmes d'autre part. Pour ce qui est de la culture et de l'éducation, nous avons sollicité Patrick Bloche que je remercie, que j'ai eu le plaisir de côtoyer à l'Assemblée nationale et qui a été président de la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation de l'Assemblée, mais à un moment où je n'y étais plus. Cher Patrick, nous t'écoutons sur cet aspect de l'action des socialistes.

/ **PATRICK BLOCHE**

Ancien député, adjoint à la mairie de Paris, en charge de l'Éducation

LA CULTURE ET L'ÉDUCATION AU CŒUR DU PROJET D'ÉMANCIPATION DE LA GAUCHE

Merci beaucoup, Bernard, de me donner la parole. Nous avons été députés ensemble et c'est un vrai bonheur de me retrouver à tes côtés. Un grand merci à vous toutes et à vous tous, un merci particulier à Ghislaine Toutain à laquelle me lie une amitié de quelques décennies et qui m'a sollicité pour ce colloque. C'est à la fois un grand bonheur et un grand honneur de m'exprimer devant vous.

J'ai vu quel était l'ordre de passage des oratrices et des orateurs et comme j'ai vécu et je continue à vivre dangereusement comme beaucoup d'entre vous, j'ai accepté d'intervenir après Bernard Cazeneuve. C'est vous dire tous les risques que j'ai accepté de prendre.

Un projet internationaliste et universel

Ce colloque me conduira à parler de Pierre Mauroy bien sûr, mais pas de lui uniquement, puisqu'il s'agit de couvrir une période qui va du Front populaire jusqu'à aujourd'hui, d'essayer d'en tirer des leçons et d'ouvrir

des perspectives. Mais je ne peux pas m'empêcher, comme d'autres avant moi, de dire combien Pierre Mauroy reste, dix ans après sa disparition, extraordinairement présent, d'abord dans notre histoire collective et également dans nos mémoires.

Comme beaucoup d'entre vous, j'ai connu Pierre Mauroy, moins que beaucoup d'entre vous. Je l'ai connu et j'ai retenu deux moments qui sont deux moments différents mais qui, pour moi, restent fortement ancrés dans ma mémoire.

C'était tout d'abord, en 1973. J'étais un très jeune militant socialiste. Je me souviens – je dis cela en relation directe avec l'actualité qui était la nôtre le mois dernier – de la mobilisation du Parti socialiste dans une démarche de solidarité internationale, Bernard Cazeneuve l'évoquait à l'instant, à la suite du coup d'État du 11 septembre au Chili et de la chute du gouvernement Allende. Je me souviens des meetings de solidarité que nous avons tenus. Je me souviens des interventions de Pierre Mauroy. Pour le très jeune militant socialiste que j'étais à l'époque, cela a été un choc à la fois politique et un choc émotif. C'était bouleversant de l'entendre exprimer cette solidarité. En cela il rappelait que le projet socialiste est, depuis les origines, un projet internationaliste et universel par nature.

Le second souvenir est lié à un arrondissement qui m'est cher, le 11^e arrondissement de Paris. Le 28 mai 1991, Pierre Mauroy, à l'instigation de Louis Mexandeau dont je salue la mémoire, est venu apposer, rue de la Fontaine-au-Roi, une plaque commémorant la dernière barricade de la Commune de Paris dont on célébrait le 120^e anniversaire. Depuis, nous fleurissons cette plaque chaque année. Je rappelle ce fait parce qu'il y avait aussi dans la démarche de Pierre Mauroy, tu l'as évoquée Bernard à l'instant, la marque de l'importance de la mémoire et du savoir d'où on vient. Incontestablement, ce que nous évoquons les uns et les autres nous fait penser à celles et ceux qui nous ont précédés, y compris au rôle si éphémère, cher Jean Peyrelevade, de la Commune de Paris.

Je vais essayer d'être le plus rapide possible mais quatre-vingt-dix ans d'histoire dans les domaines de l'éducation et de la culture sont difficiles

à résumer en quelques minutes. Il faut d'abord rappeler – c'est une évidence pour vous toutes et tous – combien l'éducation et la culture sont au cœur et ont toujours été au cœur du projet socialiste et de la gauche, car il ne peut pas y avoir de justice sociale sans émancipation par l'éducation et par la culture. Un projet de gauche, un projet socialiste est avant tout un projet d'émancipation individuelle et collective.

Cette vision de ces deux thèmes diffère largement de celle des conservateurs qui valorisent souvent l'existence d'une culture académique ou d'une éducation sélective. Il est frappant, et j'y reviendrai, suite à l'intervention de Pierre-Emmanuel Guigo, de voir que le terme de méritocratie alimente aujourd'hui de manière extrêmement prégnante les discours de droite sur l'éducation.

Deuxième observation liminaire : les transformations en matière éducative peuvent parfois être très longues et demandent de la continuité. Il y a beaucoup d'enseignants ou d'anciens enseignants présents dans cette salle, ils savent de quoi je parle. La gauche n'a été au pouvoir que de courts moments mais elle a exercé au cours du xx^e siècle une hégémonie culturelle, pour prendre un concept gramscien, sur ces deux sujets, aussi bien sur l'éducation que sur la culture. Et nous pouvons noter, en 2023, que cette hégémonie culturelle a conséquemment, pour pas dire considérablement, faibli à la fin du xx^e siècle avec notamment, avouons-le, ayons cette lucidité, les échecs de la promesse républicaine d'égalité des chances et de mobilité sociale.

Jean Zay, Langevin-Wallon, Jean Vilar, André Malraux

Revenons sur les grandes étapes historiques.

Comment ne pas citer pour commencer Jean Zay et le début de la démocratisation de l'école et de la culture. Jean Zay, c'est à la fois le ministre de l'Éducation et, avant André Malraux, le premier ministre de la Culture. En matière scolaire, il relève l'obligation scolaire de treize à quatorze ans, c'est la réforme des trois degrés d'enseignement,

l'unification des programmes, les classes d'orientation. Mais également, avec Léo Lagrange, le développement du sport à l'école, l'encouragement des sorties des élèves dans les musées, au théâtre. Jean Zay crée également les classes vertes et les classes à la mer. Il permet l'ouverture de l'accès à l'université au plus grand nombre. On voit bien que sont posés là les fondamentaux de l'éducation populaire dont se nourriront Pierre Mauroy et quelques autres lorsqu'ils créeront, en 1950, la Fédération Léo Lagrange. Qu'il soit rendu tout particulièrement hommage à Pierre Mauroy pour la création de cette grande fédération d'éducation populaire.

Le Front populaire introduit donc l'éducation artistique et culturelle. Jean Zay va étendre son domaine d'intervention ministérielle – il sera pourtant ministre peu de temps – avec la création du musée national des Arts et Traditions populaires, du musée d'Art moderne et du Festival de Cannes, dont la première édition ne pourra avoir lieu à cause du déclenchement de la guerre. Il a même posé les bases du droit d'auteur et du contrat d'édition dans le premier projet de loi ayant trait à la propriété intellectuelle. Cette période du Front populaire a posé, à mon avis, des fondamentaux auxquels, notamment en matière culturelle, on doit plus que jamais faire référence.

La seconde étape historique que je voudrais évoquer rapidement, mais elle est révélatrice, c'est l'influence du plan Langevin-Wallon sur toutes les politiques éducatives de la seconde partie du xx^e siècle. Ce plan Langevin-Wallon, qui date de 1947, est en fin de compte la déclinaison du programme du CNR. Il va marquer l'après-guerre, non pas parce qu'il va être réalisé immédiatement mais parce qu'il va fortement inspirer toutes les réformes en matière éducative de la seconde partie du xx^e siècle. Le plan Langevin-Wallon, c'était l'enseignement obligatoire jusqu'à l'âge de dix-huit ans. Il faudra attendre 1967 pour que l'instruction obligatoire soit portée à seize ans. Il prévoit notamment un tronc commun pour les élèves de onze ans à quinze ans par l'unification des programmes des cours complémentaires, des collèges et des lycées. C'est une démarche de démocratisation de l'enseignement qui conduira

d'ailleurs, en 1975, à travers une réforme qui n'était pas portée par un ministre de gauche puisque c'était la réforme René Haby, le collège unique. Dans le plan Langevin-Wallon, c'est l'idée, pour l'orientation des élèves de quinze à dix-huit ans, d'avoir trois sections dans les enseignements obligatoires, sanctionnés par un examen, une section qui conduit au CAP, l'autre au BEP et la troisième au baccalauréat. Je pourrais développer plus longuement ce plan Langevin-Wallon en l'occurrence inspirant, y compris sur les rythmes biologiques ou sur la création d'un corps de psychologues scolaires, sans oublier l'éducation morale et civique, en faisant continuellement référence à l'éducation populaire. Toutes les propositions de ce plan ont été plus ou moins mises en œuvre progressivement et assorties d'une augmentation conséquente des moyens de l'Éducation nationale, avec le début de ce qu'on a appelé la massification scolaire.

Avant d'arriver à 1981, il faut rappeler dans le domaine culturel le fait que la décentralisation théâtrale, à partir de 1946, a précédé la décentralisation culturelle qu'a portée ultérieurement Jack Lang. Je voulais, parce que c'est important dans ce qu'est le paysage culturel de la France aujourd'hui, rappeler la création des Centres dramatiques nationaux qui ont été créés sur tout le territoire français de 1946 à 1952. C'est la figure de Jean Vilar qui émerge, avec la création du Festival d'Avignon en 1947 et du Théâtre National Populaire (TNP) en 1951. C'est aussi, en 1946 mais pensée dès 1936, la création du CNC, outil unique au monde d'autofinancement du cinéma.

En 1959, est créé le ministère de la Culture. On y fait référence comme à son premier ministre André Malraux, même si Jean Zay, comme je le disais, a été un peu le premier ministre de la Culture. Lorsqu'il définit les missions de son ministère, André Malraux qui tient la plume écrit : « La mission du ministère est de rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité et d'abord de la France au plus grand nombre possible de Français ». Il y a à ce moment-là une rupture avec ce qu'avait porté le Front populaire. On a une verticalité descendante où il s'agit d'apporter au peuple ce que sont les éléments de ce que j'appellerais, pour aller vite,

une culture bourgeoise, là où le Front populaire portait l'idée que les arts et la culture devaient être partout, pour tous et par tous.

On arrive en 1981, où l'on passe de l'ombre à la lumière, comme l'a exprimé à l'époque Jack Lang. Cela a été un tel foisonnement que les acteurs culturels, encore aujourd'hui en 2023, sont nostalgiques de ce qui a été pour eux un âge d'or. Ce foisonnement a conduit à ce qu'il y ait un nombre énorme de réalisations qui n'ont pu avoir lieu que parce que Jack Lang avait le soutien de François Mitterrand et de Pierre Mauroy. Il y avait à l'Élysée un président de la République et à Matignon un Premier ministre qui ont rendu des arbitrages qui ont permis à Jack Lang de réaliser tout ce qu'il avait et tout ce qu'il portait.

Souvenez-vous : avant l'élection de François Mitterrand, le budget de la Culture représentait 0,42 % du budget de l'État. En 1982, un an après, il en représente 0,75 %, c'est-à-dire un quasi doublement avec l'objectif, comme vous le savez, de 1 % du budget de l'État consacré à la culture. C'est avec une grande nostalgie, je pense, que vous avez à l'esprit l'ensemble des réalisations qui ont été portées, que ce soit le prix unique du livre ou les SOFICA pour le financement du cinéma. De même pour ces événements qui subsistent aujourd'hui, que ce soit la fête de la musique ou les Journées Nationales du patrimoine, la politique des grands travaux avec le Grand Louvre, la BNF et l'Opéra Bastille. Je les rappelle très modestement devant Jean-Noël Jeanneney.

Il y a aussi une dimension qu'on oublie un peu dans ce bilan des années Jack Lang alors que je pense que c'est ce qui a marqué le plus durablement le territoire et les Français, sa politique de développement culturel. Jack Lang a créé, en 1981, une direction du développement culturel. Il l'a confiée à Dominique Wallon qui l'a dirigée pendant cinq ans. Cela a été un mouvement à la fois de décentralisation et de déconcentration. J'ai toujours été frappé par la carte de la France avant 1981 et dix ans plus tard, en termes d'implantation des équipements culturels. Cela a été une vraie révolution.

Reconstruire le système éducatif public

Sur le plan éducatif, en 1980 la gauche se trouve amenée à relever ce que j'appellerais les défis de la massification de l'enseignement, notamment provoquée par la prolongation de la scolarité obligatoire à seize ans et par la création du collège unique. Force est de constater à ce moment-là que cette massification n'a pas conduit automatiquement à une réduction des inégalités des destins scolaires. Dès l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981, Alain Savary mettra en place les zones d'éducation prioritaires pour corriger ces inégalités sociales, ces inégalités d'origine, ce qui se traduira par une inflexion de la vision égalitariste de la gauche en faveur d'une vision plus équitable.

Pierre-Emmanuel Guigo l'a évoqué, l'échec du projet loi de Savary de 1984 visant la création d'un grand service public de l'éducation en intégrant l'école privée a constitué, de mon point de vue, le début d'une remise en cause de l'hégémonie culturelle de la gauche sur les questions éducatives. Cet échec va paralyser la gauche pendant plusieurs décennies, peut-être jusqu'à aujourd'hui, sur toutes les questions relatives à l'enseignement privé et à ses effets sur la ségrégation scolaire. En effet, l'enseignement privé, s'il ne s'agit pas de remettre en cause son existence, entretient et nourrit la ségrégation scolaire. La gauche ne remettra jamais en cause la loi Debré de 1959 sur le financement de l'école privée, sujet devenu presque tabou comme si, à chaque fois que la gauche voulait aborder la problématique de l'enseignement privé, elle allait réveiller la guerre scolaire. Cela pèse encore aujourd'hui.

En 1984, Jean-Pierre Chevènement devient ministre de l'Éducation nationale après la démission d'Alain Savary. Son objectif ambitieux est d'amener 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. Dans les années 80, un tiers d'une classe d'âge atteint le bac, ce sera 60 % dans les années 90. L'objectif de 80% sera atteint pour la première fois en 2012. Et, pour cela, d'ailleurs il crée le baccalauréat professionnel en 1985.

À partir de 1988, on retient deux grandes lois sur l'éducation portées par la gauche. La première l'a été par Lionel Jospin lorsqu'il était ministre de l'Éducation ; c'est la loi de 1989 qui a modifié largement le fonctionnement du système éducatif et qui déjà visait à répondre à une crise de recrutement des enseignants. Déjà en 1989, que dire aujourd'hui ! Très brièvement et de façon très succincte, les principales dispositions de cette loi portent sur la réorganisation de la scolarité en cycles – on devrait de mon point de vue y revenir –, la création du Conseil national des programmes, qui, encore de mon point de vue, devrait retrouver son indépendance, la création des IUFM qui place au cœur du projet éducatif de la gauche la formation des enseignants, j'y reviendrai ultérieurement, la création du statut des professeurs des écoles, l'élaboration pour chaque école, collège et lycée d'un projet d'établissement qui détaille la mise en œuvre des objectifs nationaux et les étapes le cas échéant, enfin la prise en compte de l'inclusion des enfants en situation de handicap. Cette loi a été une grande loi pour l'éducation. Lionel Jospin a d'ailleurs laissé dans le monde enseignant une bonne image et un bon souvenir comme ministre.

Les années 90 ont été marquées d'abord par l'explosion de la FEN – Bernard, tu évoquais ton appartenance syndicale en 1992 – qui a été un premier choc et une première rupture parce que cela a mis fin à un système que parfois on appelait de cogestion de la politique éducative par le ministère et les syndicats enseignants. Et puis, il y a eu les relations difficiles, pour utiliser un euphémisme, entre Claude Allègre et le monde enseignant. Dès lors, il n'y a pas eu de réforme structurelle durant cette période. Sinon, des moyens supplémentaires. Des nouveaux sujets de société se sont invités dans le débat public, qu'il s'agisse de la question du voile avec la circulaire Jospin, ou de la problématique du harcèlement scolaire qu'a traité à l'époque Ségolène Royal. Je me souviens, comme beaucoup d'entre vous, que Jean-Luc Mélenchon était alors un ministre délégué à l'enseignement professionnel à la fois très discipliné et très heureux d'être dans un gouvernement socialiste.

Au début des années 2000, durant les dix ans où la gauche a été dans l'opposition, il y a eu énormément de dégâts entre 2002 et 2012. A mon avis, la catastrophe la plus importante qui s'est produite dans le domaine éducatif a été la destruction du système de formation des enseignants avec la suppression des IUFM, avec, parallèlement, des moyens budgétaires en baisse.

En 2013, lorsque Vincent Peillon porte la loi de refondation de l'école de la République, il s'agit de reconstruire un système éducatif qui a été mis à mal, et de ce fait, on reconstitue un système de formation en recréant les IUFM qu'on appelle ESPE. Il s'agit de s'inscrire dans la modernité de son temps ; ainsi, c'est la création d'un service public du numérique éducatif, la réforme du rythme scolaire et le retour à la semaine des quatre jours et demi, c'est-à-dire principalement aux cinq matinées d'apprentissage et de temps scolaire. Et puis, c'est la création des 60 000 postes dont une bonne part, près de la moitié, ont été consacrés justement à la reconstruction de ce système de formation des enseignants.

En 2016, Najat Vallaud-Belkacem portera une réforme du collège qui contenait un certain nombre de dispositions tout à fait pertinentes. Poursuivant l'action de Vincent Peillon, Najat Vallaud-Belkacem a mis en œuvre de dispositifs innovants comme plus de maîtres que de classes dans les zones d'éducation prioritaire.

Côté culture, comment être ministre de la Culture de gauche après Jack Lang ? Telle a été, à mon avis, la question existentielle que se sont posés les ministres, puisque Jack Lang a été dix ans ministre de la Culture entre 1980 et 1986, puis entre 1988 et 1993. Ayant été député pendant vingt ans, j'ai recalculé pour mon intervention d'aujourd'hui que durant ces vingt ans, j'ai vu passer neuf ministres, cinq de gauche et quatre de droite. C'est-à-dire que la moyenne de vie, je dirais même de survie, d'un ministre de culture a été de deux ans entre 1997 et 2017. C'est vous dire, à leur décharge, que le temps leur a manqué pour mettre en œuvre des politiques qui s'inscrivent dans la durée.

La période qui a été celle de Lionel Jospin (suivie de celle de la présidence Hollande à partir de 2012) a conduit, en 2001, au plan Lang/Tasca pour l'éducation artistique et culturelle. Le problème est qu'il a été élaboré en 2001 et qu'en 2002, la droite revenait au pouvoir et ne mettait pas en œuvre ce plan, supprimant ce qu'on appelait les classes à projet artistique et culturel (PAC) dans le primaire, les collèges et les lycées professionnels. Audrey Azoulay sera une heureuse ministre de la Culture qui verra, dans un projet de loi de finances, le budget de la culture atteindre les 1,1 % du budget de l'État. Seul problème : le projet de loi de finances pour 2017 n'a pas été exécuté en raison de l'alternance qui est intervenue en 2017. En 2016, je le cite parce que c'est insuffisamment connu, une grande loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a été votée, contenant cent dix-neuf articles dans tous ces domaines. Et, de manière très symptomatique, on n'aurait jamais pensé que ce soit nécessaire en 1936, en 1946 ou même en 1981. En effet, l'article 1^{er} de cette loi dite LCAP inscrit dans le marbre de la loi, si j'ose dire, « la création artistique est libre ». Son article 2 précise : « la diffusion de la création artistique est libre ». C'est-à-dire qu'il a fallu affirmer dans une loi, en 2016, la liberté de la création et la liberté de la diffusion artistique, face, bien sûr, aux poussées et aux menaces de l'extrême droite. Sinon, les ministres successifs ont eu souvent à répondre à des crises, que ce soit celle des intermittents ou celles liées au développement des nouveaux usages numériques.

Reconstruire l'Etat culturel

J'arrive à ma conclusion. La question que vous nous avez posée aujourd'hui est de voir comment, à travers ces expériences gouvernementales de la gauche, on peut faire émerger quelques premières propositions pour construire un parti social-démocrate ou socialiste « capable de réformer la France », pour reprendre des termes de votre invitation.

Dans le domaine éducatif, je pense qu'il faut établir un nouveau plan Langevin-Wallon qui repense le système éducatif dans sa globalité, en prenant en compte les enjeux contemporains. Il s'agit d'ouvrir des perspectives sans laisser de côté les sujets problématiques, comme la question de l'enseignement privé, la place de la pédagogie, la formation et le recrutement des enseignants, l'individualisation de l'enseignement dans le cadre collectif. L'impératif est de redonner une boussole à tous les actrices et acteurs, que ce soit les personnels de l'Éducation nationale, les futurs enseignants, les élèves et les parents d'élèves. Je suis effaré de constater, dans la fonction et dans le mandat que j'exerce depuis 2017 en tant qu'adjoint à la mairie de Paris en charge de l'éducation, le développement d'un système éducatif à deux vitesses qui, si on n'y prenait garde, amènerait à ce qu'il y ait finalement l'enseignement privé pour les plus aisés et l'école publique pour les plus aidés.

Il faut vraiment redonner confiance en l'école publique, notamment dans sa capacité à offrir à tous les élèves les mêmes chances de réussite et dans sa capacité à lutter contre les déterminismes sociaux et culturels. L'enjeu de la mixité sociale et scolaire est plus que jamais centrale en 2023. Faisons sauter le tabou, n'ayons pas peur de réveiller la guerre scolaire, saisissons-nous de la question et de la place de plus en plus prépondérante de l'enseignement privé dans notre pays.

De la même manière, en matière culturelle on doit ouvrir des perspectives claires à long terme en prenant en compte les nouveaux enjeux des évolutions numériques et de l'intelligence artificielle. Il faut plus que jamais porter les objectifs qui sont ceux de l'éducation artistique et culturelle, à la fois pour les plus jeunes, mais aussi tout au long de la vie et faire en sorte que les pratiques amateurs trouvent un cadre favorable. En ce domaine, mon constat est aussi pessimiste qu'en matière éducative. Je pense qu'il faut vraiment reconstruire un État culturel. Ce qui me frappe aujourd'hui, en 2023, c'est la faiblesse du ministère de la Culture, et notamment d'une de ces directions phares, la direction générale de la création artistique. On voit la puissance et le pouvoir qu'ont les

responsables des grands établissements culturels qui vivent et qui fonctionnent dans une quasi autonomie.

Il faut reconstruire cet Etat culturel, mais pas dans une démarche centralisatrice. Il faut garder les acquis de la décentralisation culturelle parce que c'est le financement public de la culture, et celui du financement de la création qui sont en jeu. Depuis 2017, la politique qui a été conduite s'est faite à travers la communication. Si on résumait l'action du ministère de Culture, on dirait : il y a le pass Culture ! Donc, la création d'un pass à partir d'une demande totalement artificielle alors qu'on a toujours pensé la politique culturelle comme étant d'abord une politique de l'offre. Tout aussi condamnable a été la suppression, du jour au lendemain, de la redevance de la contribution audiovisuelle publique puisque c'est un élément majeur du financement de la création en France, et notamment de la création cinématographique et audiovisuelle.

Si je termine sur le financement public de la culture, c'est parce qu'il faut nous rappeler plus que jamais que trois-quarts des financements du spectacle en 2022 étaient assurés par les collectivités territoriales. Il faut un État culturel qui réinvestisse ses territoires et il faut poser sur la table le problème des finances locales parce que si elles continuent à être étranglées comme elles le sont aujourd'hui, on mettra en cause beaucoup de politiques publiques, et notamment le financement public de la culture.

Donc je pense, chers amis, que dans le domaine de la culture et de l'éducation, on doit avoir de grandes ambitions parce qu'elles sont au cœur du projet d'émancipation que la gauche a toujours porté. Et je suis sincèrement désolé d'avoir fait exploser mon temps de parole.

/ **BERNARD DEROSIER**

Tu avais, cher Patrick, à traiter de deux sujets - éducation et culture - donc tu avais droit à deux fois dix minutes, même si ça a été deux fois

un quart d'heure. Mais, quand on aime, on ne compte pas. Et, pour ce qui me concerne, l'éducation a été une part importante de ma vie ; j'ai rapporté la loi Savary en 1983-1984 et la loi Jospin de 1989. Donc ce sont des sujets qui m'ont passionné et qui continuent de m'intéresser.

Nous allons aborder maintenant la dernière intervention, celle qui va traiter des droits des femmes. Nous avons demandé à Françoise Morvan, secrétaire générale de « Femmes, santé, climat » d'être l'intervenante. Vous avez la parole, chère Françoise.

FRANÇOISE MORVAN

Secrétaire générale de « Femmes, Santé, Climat »

RESPECTER LES DROITS DES FEMMES ET LES INSCRIRE DANS LA CONSTITUTION

Merci à l'Institut Pierre Mauroy de m'avoir invitée aujourd'hui pour parler de ce sujet qui est pour moi essentiel. Merci aussi à Ghislaine Toutain qui m'a appelée, qui est une partenaire de longue date. Vraiment, nous avons beaucoup travaillé à l'international et sur le plan européen en particulier sur un sujet : « genre et ville ». Je suis ravie de poursuivre notre collaboration aujourd'hui en étant ici.

Les acquis des droits des femmes, 1936-2023 : des années de lutte

Ce qu'on peut dire sur la question des droits des femmes, c'est qu'en 1936 les forces progressistes et socialistes auraient dû ouvrir la voie à la reconnaissance des droits politiques des femmes. Malgré la nomination de trois femmes sous-secrétaires d'État, le gouvernement du Front populaire de Léon Blum a manqué d'audace. Ce sera le général de Gaulle qui prendra l'initiative d'une ordonnance provisoire pour accorder le droit de vote aux femmes, le 21 avril 1944, et ce après beaucoup d'années de lutte.

Les droits des femmes ne s'acquièrent pas seulement par la volonté politique, on le voit, mais surtout sous l'influence de mouvements sociaux forts et de personnalités qui ne supportent plus la place des femmes qui est faite dans notre société. Ainsi, le livre de Simone de Beauvoir, *Le Deuxième Sexe*, en 1949, connaîtra un succès planétaire parce qu'il met l'accent sur la construction sociale caractérisant la féminité, soit la condition des femmes et non un état social défini par leur nature. L'écho retentissant de cet ouvrage tient au fait qu'il correspond aux attentes sociétales liées au principe d'égalité des femmes et des hommes inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948. Le fait que l'égalité soit inscrite dans cette Déclaration est très important car il a permis un élan au mouvement féministe pour la revendiquer en France et dans le monde entier.

L'héritage universaliste de la Révolution française étendu aux femmes par Olympe de Gouges dans la Déclaration des droits des femmes et de la citoyenne prend alors corps à ce moment-là. Vous le savez, Olympe de Gouges a été rapidement condamnée et guillotinée pour sa prise de position, en disant : Mais nous les femmes, on existe. Nous aussi, on veut avoir nos droits civiques de citoyennes. Évidemment le mouvement de libération des femmes s'en inspirera largement dès le début des années 70 pour affirmer les droits et élargir les réformes déjà amorcées. Ce sont ces faisceaux d'influence qui vont permettre dans les années 60 une avancée importante des droits des femmes. Merci à l'Europe parce que le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne en 1957 inscrit l'égalité professionnelle dans son texte. On pense toujours que c'est en France qu'on a dit « à travail égal, salaire égal ». Non, cet adage est contenu dans le traité de Rome.

Revenons à la France. Je vais faire un bref rappel des acquis des droits des femmes, puis, ensuite, un constat de notre situation actuelle. Je souhaiterais particulièrement mettre l'accent sur les dangers qui pèsent en ce moment sur les droits des femmes puisque nous sommes dans une enceinte politique, avec des hommes politiques. Il me semble très

important de vous entretenir des menaces qui pèsent sur nos droits et qui vont peut-être les remettre en cause à long terme.

Sur le bref rappel des acquis des droits des femmes, c'est en 1965, sous la présidence du général de Gaulle, que l'autorisation maritale disparaît et que les femmes peuvent enfin librement ouvrir un compte en banque et signer leur contrat de travail. En 1967, sous cette même présidence, le député Lucien Neuwirth fera adopter par l'Assemblée nationale, le 19 décembre 1967, la loi autorisant la vente de moyens contraceptifs, notamment la pilule. Voilà un droit essentiel des femmes qui peuvent enfin être libres de gérer leur corps.

En 1970, sous la présidence de Georges Pompidou, la puissance paternelle s'efface au profit de l'autorité parentale. Et en 1975, sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, la loi sur la dépénalisation de l'avortement portée par Simone Veil sera votée le 17 janvier. En revanche, la prise en charge de l'IVG par la Sécurité sociale ne sera votée que sous le gouvernement de Pierre Mauroy le 31 décembre 1982. Une loi de 1980 définira le viol comme tout acte de pénétration et relèvera de la Cour d'assises. Voilà les droits essentiels, pour les femmes, de pouvoir disposer de leur corps. Sous la présidence de François Mitterrand, des avancées significatives sont à souligner. En 1981, il nomme Yvette Roudy, ministre des Droits des femmes. La loi du 13 juillet 1983 pose le principe de l'égalité des hommes et des femmes dans tout le champ professionnel. Il y avait eu une loi sur l'égalité salariale en décembre 1972 mais elle portait seulement sur l'égalité salariale. Yvette Roudy a voulu que l'égalité soit vue sous toutes ses formes. Ce principe sera renforcé par des lois de 2001, 2006 et 2014, toutes lois adoptées sous des gouvernements socialistes.

Le 8 mars 1982, François Mitterrand inaugurera, pour la première fois en France, la journée internationale des droits des femmes. Par la loi du 6 juin 2000, le Premier ministre Lionel Jospin fera adopter la parité sur les listes électorales après le principe de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives consacré par la loi constitutionnelle du 8 juillet 1999 et réaffirmé dans l'article 1^{er} de la

loi constitutionnelle du 23 juillet 2008. Je peux vous assurer que cette parité a fait couler beaucoup d'encre et de salive et qu'elle a été très difficile à mettre en œuvre. Heureusement, nous avons la volonté des femmes, et surtout celle d'Yvette Roudy.

La présidence de François Hollande poursuivra avec des mesures phares. En 2012, le premier gouvernement de Jean-Marc Ayrault est paritaire. Bravo ! Il le restera tout au long du quinquennat mais tous les Premiers ministres auront été des hommes. La loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes aborde pour la première fois l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes ses dimensions. C'est la première fois que nous avons une loi globale sur la protection des femmes contre les violences et contre la précarité financière, sur leur place dans le monde du travail, sur leur représentation politique et sur leur image dans les médias. Le CSA a eu des nouvelles missions très importantes à accomplir. On a beaucoup travaillé avec lui, participant à des réunions pour changer l'image et la place des femmes dans les médias.

En 2016, la loi du 13 avril pose que la prostitution n'est pas une activité professionnelle mais une atteinte à la dignité humaine. Elle vise à réprimer les proxénètes et les clients qui font usage du corps des femmes tout en aidant ces dernières à sortir du système prostitutionnel. Il s'agissait là d'une démarche courageuse de la part des socialistes de faire en sorte que cette loi soit votée, quand on sait comment elle est remise en cause tous les jours actuellement.

L'égalité entre les femmes et les hommes est déclarée grande cause nationale en 2017 à l'arrivée du président Emmanuel Macron, alors que le mouvement international « MeToo » va permettre la libération de la parole des femmes sur les violences sexuelles et sexistes et mettre en exergue la notion de consentement entre les partenaires. En France est organisé le Grenelle des violences qui débouchera sur un nouveau plan de lutte contre les violences faites aux femmes. Mais le nombre de féminicides varie peu d'une année à l'autre, 120 à 150 sont dénombrés chaque année. Pour comparaison, il y a à peu près 50 féminicides en Espagne par exemple.

Des acquis menacés en France par l'obscurantisme religieux

Du côté de l'égalité professionnelle, les femmes sont celles qui occupent le plus un emploi à temps partiel, le moins qualifié, avec une carrière chaotique du fait de l'arrivée des enfants ou des aléas de la vie familiale. Ainsi, l'écart entre le montant des retraites des femmes et des hommes reste de 40 %, selon le dernier chiffre du rapport de la Cour des comptes de septembre 2023 sur la sécurité sociale.

L'écart salarial est de 24 % dans le secteur privé selon une étude de l'INSEE de 2022 à partir des chiffres rendus par l'index de l'égalité salariale. J'ai été assez brève sur l'égalité salariale, alors que les lois sur ce sujet sont importantes. Ainsi, l'index de l'égalité salariale qui doit être rendu tous les ans au mois de mars par chaque entreprise de plus de 50 salariés permet maintenant d'avoir les chiffres réels. C'est très intéressant.

Dans la fonction publique, une étude 2020 fait état d'un écart salarial de 13 % entre les femmes et les hommes dans la fonction publique d'État, de 8,5 % dans la fonction publique territoriale et de 19 % dans la fonction publique hospitalière. Précisons que si cette dernière emploie 78 % de personnel féminin, les femmes représentent seulement 52 % des personnels médicaux et 89 % des aides-soignants. L'orientation des filles continue donc à poser un problème, elles sont encore sous-représentées dans les filières scientifiques et médicales. Dans un contexte où une femme est à la tête du gouvernement, Élisabeth Borne, une autre à la tête de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, les acquis en matière d'égalité semblent cependant très menacés dans notre pays. Outre le sexisme ambiant qui perdure si on se réfère toujours au témoignage de victimes dans le monde professionnel et dans l'espace public – voir le harcèlement de rue et dans les transports – les inquiétudes pointent surtout des menaces géopolitiques.

Je veux ici évoquer l'obscurantisme religieux qui gagne du terrain et ce malgré la loi du 15 mars 2004 sur l'interdiction de porter des signes ou tenues manifestant une appartenance religieuse et la loi du 11 octobre 2010

sur l'interdiction de dissimuler son visage dans l'espace public. Le 9 décembre prochain, nous fêterons le 118^e anniversaire de la loi de Séparation des Églises et de l'État qui codifie la laïcité. Mais actuellement, en France, face aux coups de butoir de l'islamisme politique, en 2023, les associations, dont la Ligue des Droits des Femmes, et le gouvernement ont eu recours au Conseil d'État pour la faire respecter à l'école et dans les stades. Comment ne pas voir une régression de la place des femmes dans les revendications des lycéennes qui réclament le port du voile et de l'abaya au collège et au lycée, ou celle des hijabeuses pour participer aux compétitions de football ? Certes les interdits jalonnent l'histoire des femmes. Leur émancipation est le seul résultat des revendications fortes concernant leur liberté de penser, apprendre, circuler, travailler, s'approprier leur corps. Et là, à nouveau, elles s'enferment dans des dictats religieux et culturels d'un autre siècle, et ce alors qu'en Iran des femmes risquent leur vie pour dire non à cet emprisonnement vestimentaire et qu'en Afghanistan, les Afghanes trouvent difficilement le chemin de la rébellion face à leur sordides conditions imposées par les talibans.

Nous profitons donc de cette tribune pour dénoncer l'apartheid sexuel instauré par les régimes théocratiques et encourager la résistance en France aux revendications régressives. Le voile, le burkini, l'abaya sont des signes politiques envoyés contre notre démocratie et contre les droits des femmes. Être féministe, c'est lutter contre l'ombre, disait Michelle Perrot, mais aussi c'est ne pas se tromper de combat. La question du choix consenti ne doit pas être celui de la soumission à la force patriarcale véhiculée par les religieux et les masculinistes. Les droits sexuels et reproductifs sont donc parmi les droits fondamentaux des femmes les plus fragilisés actuellement. C'est une conséquence grave de l'arrivée d'extrémisme politique et religieux au pouvoir, de l'augmentation des conflits dans le monde et des répercussions du changement climatique sur la vie des femmes. En temps de crise, je ne vous l'apprendrai pas, les priorités changent, les services et les soins réservés aux femmes ne sont donc plus une priorité et jusqu'à présent, dans les négociations nationales et

internationales, les droits des femmes n'ont jamais obtenu la priorité. Donc face à ce conflit des droits, face aux forces réactionnaires, nous devons opposer notre force et exiger l'inscription des droits sexuels et reproductifs dans le marbre des traités nationaux et internationaux afin de faire taire la si célèbre phrase de Simone de Beauvoir : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis, vous devrez rester vigilantes votre vie durant ».

J'espère que les hommes politiques, les femmes politiques à venir comprendront qu'il est important que les droits des femmes soient respectés, mais surtout, puissent être inscrits dans la Constitution. On le sait, un projet existe actuellement d'inscrire l'IVG dans notre Constitution. On l'attend depuis des années, il faut que ce soit réalisé.

Je vous remercie de votre attention, je suis à votre disposition si vous avez des éclaircissements à demander.

BERNARD DEROSIER

Merci chère Françoise. C'est là encore une intervention qui allait tout à fait dans le sens de ce que nous souhaitons, rappeler que s'il faut être toujours vigilant, certes, il y a eu des avancées et les socialistes y ont pris une part active. Donc le combat n'est pas terminé dans ce domaine, nous le savons, comme dans beaucoup d'autres domaines.

Avant de laisser Jean Peyrelevade tirer les conclusions de ce colloque, si vous souhaitez intervenir pour un témoignage ou une interpellation, n'hésitez pas, la parole vous est donnée. Je vais la donner à Ernst Stetter qui, comme son nom l'indique n'est pas français mais allemand ; il a été directeur de la Fondation Ebert à Paris et il écrit une chronique régulière sur l'Allemagne pour la Fondation Jean-Jaurès.

ERNST STETTER

Ancien Secrétaire général de la Fondation européennes d'études progressistes (FEPS)

Merci Bernard. Tout d'abord merci pour l'invitation qui m'a été faite. Ce n'est pas la première fois car pratiquement chaque année, j'ai l'occasion et l'honneur d'être présent à ce colloque sur Pierre Mauroy.

Je voulais intervenir sur un sujet que Bernard Cazeneuve a aussi évoqué, c'est-à-dire l'action que Pierre Mauroy avait conduite vis-à-vis de l'Allemagne. Cette action n'avait pas simplement pour objectif de faire une photo, comme cela a été le cas tout récemment entre Emmanuel Macron et Olaf Scholz, lorsqu'ils se sont vus à Hambourg, où ils ont mangé ensemble un sandwich de harengs.

Nous vivons actuellement une période en Allemagne où la population n'a pas confiance dans l'action menée par les sociaux-démocrates. Je vous rappelle que le SPD est au pouvoir dans une coalition tripartite dirigée par un chancelier SPD, Olaf Scholz. Nous avons pensé, en tant que sociaux-démocrates, qu'il suffisait d'être au pouvoir pour en finir avec la crise qu'on a connue au cours des dix années passées. C'est le contraire qui se produit. On ne redevient pas populaire et on ne gagne pas automatiquement la confiance des citoyens seulement si on est au pouvoir. De même, la social-démocratie ne peut pas sortir non plus facilement de l'impasse où elle se trouvait dans les dernières années.

Pour un dialogue entre la gauche française et la gauche allemande

Aujourd'hui, en Allemagne, après deux ans au pouvoir, le SPD a subi une défaite cinglante lors des dernières élections régionales en Hesse et en Bavière. Dans les sondages actuels, le SPD n'est qu'à 14 % contre 22-23 % pour les extrémistes de droite de l'AfD. Une catastrophe commence

à se préparer en Allemagne, la possibilité d'une victoire de l'AfD dans les prochaines élections fédérales.

Je ne le veux pas, les sociaux-démocrates non plus. Il faut donc maintenant analyser l'action que peut conduire la social-démocratie avec les Verts et les libéraux dans ce gouvernement et comment on peut convaincre les citoyennes et les citoyens d'arrêter cette menace d'avoir en Allemagne un gouvernement d'extrême droite. Il est clair que les élections européennes de l'année prochaine peuvent être l'occasion d'empêcher cette menace si les sociaux-démocrates et les socialistes font des propositions qui permettent aux citoyens de penser que quelque chose de nouveau apparaît, que des progrès sociaux pourraient s'installer si on leur fait confiance.

Je termine cette courte intervention en souhaitant que ces avancées peuvent se faire aussi ensemble, avec vous en France et avec les Français. Actuellement, il n'y a pratiquement plus de dialogue entre les sociaux-démocrates allemands et les socialistes et les progressistes français. Pierre Mauroy a toujours œuvré à ce qu'un tel dialogue s'installe davantage entre la gauche allemande et la gauche française.

Je termine avec un souhait d'un Européen convaincu. L'Europe a besoin de trouver un positionnement fort dans les enjeux géopolitiques actuels. Seules l'Allemagne et la France ensemble peuvent trouver au sein de l'Europe ce nouveau positionnement. Cela serait aussi une clé de la réussite de la chancellerie d'Olaf Scholz.

/ **BERNARD DEROSIER**

Merci Ernst. Merci de ce témoignage européen et qui va tout à fait là encore dans le sens de nos préoccupations. Alors Monsieur l'historique comme disait tout à l'heure Bernard Cazeneuve, l'historien.

/ **PIERRE-EMMANUEL GUIGO**

Juste une toute petite précision sans faire un mind splaining qui serait mal placé, sur l'action de Léon Blum sur les droits des femmes. Ce serait faire un mauvais procès à Léon Blum et au gouvernant du Front Populaire puisqu'il y a eu, en fait, une tentative de réforme accordant la citoyenneté aux femmes, sauf erreur de ma part, en juillet 1936 qui a été votée à l'unanimité par la Chambre des députés mais elle n'a jamais été inscrite à l'ordre du jour du Sénat. A l'époque on avait un bi-parlementarisme complet et donc si le Sénat opposait son veto – il n'y avait pas le jeu actuel de renvoi vers la Chambre des députés – c'était un non définitif. Et d'ailleurs, cela a suivi en fait d'autres réformes. Il y en avait eu une en 1928 qui, à l'époque, avait été portée par la droite. Le Front populaire a essayé d'avancer mais il s'est heurté à une majorité, notamment chez les radicaux qui y étaient très hostiles. Je crois que c'est Jules Jeanneney – le grand-père de Jean-Noël Jeanneney qui était présent dans cette salle –, président du Sénat, qui n'a pas inscrit le texte de loi au Sénat.

/ **BERNARD DEROSIER**

Merci Pierre-Emmanuel. Françoise, à vous.

/ **FRANÇOISE MORVAN**

Le résultat est là ; ce n'est pas pour rien que ces textes ont été bloqués aussi au Sénat car on ne faisait aucune confiance dans le vote des femmes, affirmant, notamment, qu'elles étaient trop proches de l'Église etc., et donc qu'elles ne pourraient pas faire avancer la gauche, le gouvernement et le progrès social.

/ **BERNARD DEROSIER**

Très bien. Restons chez les femmes, présentez-vous Madame.

/ **ANNIE SUGIER**

Présidente de la Ligue du droit international des femmes (LDIF)

Annie Sugier, je suis présidente de la Ligue du droit international des femmes. Je voulais remercier Françoise Morvan pour son intervention parce qu'elle a parlé de géopolitique et des menaces qui pèsent sur les droits des femmes. Peut-être un mot, ou plutôt une notion, une vision de la société, a-t-elle manqué dans tout ce qui a été dit, qui pourtant est au cœur de notre société – je veux parler de la mixité. Yvette Roudy disait que la mixité, notamment la mixité à l'école, avait été introduite à bas bruit, pour des raisons économiques mais qu'il aurait fallu l'expliquer, la revendiquer, l'accompagner. A nos yeux il s'agit en effet d'un idéal, qui n'est pas toujours atteint, mais que nous recherchons. C'est loin d'être le cas dans tous les pays du monde. En Iran et en Afghanistan, lorsque les régimes islamistes se sont installés, leur première mesure a été de séparer les hommes des femmes, instaurant un véritable apartheid fondé sur le sexe au détriment des femmes. Tel est le sens de l'obligation du port du voile. Car que signifie le voile sinon la séparation à la fois concrète et symbolique entre les hommes et les femmes, avec l'invisibilisation du corps des femmes dans l'espace public, comme si le corps étant totalement assimilé à un sexe. Si l'on veut construire un nouveau projet socialiste en tenant compte des évolutions et des menaces idéologiques récentes, il faut ajouter la notion de mixité à nos idéaux, cette mixité qui n'apparaît pas explicitement dans le triptyque liberté, égalité, fraternité, bien qu'elle puisse être associée à la fraternité.... Ceux qui sont face à nous savent pourquoi ils se battent et nous, souvent, nous l'ignorons.

/ **BERNARD DEROSIER**

Merci beaucoup, Madame. Qui souhaite intervenir ? Votre voisine, allez-y.

/ **PASCALE BRACQ**

Cofondatrice de 2GAP - Gender & Governance Action Platform

Merci. Je suis Pascale Bracq, j'ai un certain nombre de casquettes associatives, en particulier je suis présidente du groupe « Femme et Société » à Science Po. Je précise aussi, pour que vous compreniez mon point de vue, que je suis cofondatrice du Comité français d'ONU femmes et d'une très grosse association qui s'appelle 2GAP : Gender and Governance Action Platform.

En l'occurrence, je voulais rebondir sur le principe de mixité appliqué au partage de la décision, et en particulier de la décision politique. Historiquement, les socialistes ont été vigilants à la présence des femmes dans leurs instances et dans leur fonctionnement, mais je voulais insister sur l'enjeu majeur que cela représente en termes de démocratie puisque quand on voit comment fonctionne un certain nombre d'entreprises ou d'institutions, on s'aperçoit qu'en fait beaucoup sont essentiellement dirigées par des hommes, ce qui revient un peu à un déni démocratique pour les femmes. Je voulais présenter cet aspect sous cet angle-là : il y a un véritable enjeu démocratique à la participation des femmes à la décision quelle qu'elle soit : politique, économique, etc.

/ **BERNARD DEROSIER**

Merci beaucoup pour ce témoignage. La parole est à Pierre-Alain Douay.

/ **PIERRE-ALAIN DOUAY**

Ancien chargé de mission auprès de Pierre Mauroy

Bernard Cazeneuve a dit tout à l'heure que Pierre Mauroy savait toujours où il allait parce qu'il savait toujours d'où il venait. Je suis désolé de le contredire : Pierre ne savait pas toujours où il allait ! Mais parce qu'il savait d'où il venait, parce qu'il savait ce qu'il représentait, il savait, ou sentait, ou pressentait, très clairement - par connaissance, par expérience ou par intuition- là où il ne fallait pas aller. Ce n'est déjà pas mal. Je pense que c'est ce qu'illustrera Jean Peyrelevade avec toute son expérience : en 1983, personne ne savait vraiment où on devait aller; mais certains sentaient qu'il y avait certains endroits où il ne fallait pas aller !

/ **BERNARD DEROSIER**

Merci Pierre-Alain pour cette approche qui n'est pas fausse, loin s'en faut. Et tout à l'heure Jean ne manquera pas sans doute de rebondir sur cet aspect. Autre intervenant ? S'il n'y en a plus, je vais demander à Jean de bien vouloir venir à la tribune pour nous délivrer son message de conclusion de ce colloque. Accrochez-vous, à mon avis ça va décoiffer !

CONCLUSION

/ **JEAN PEYRELEVADE**

Économiste, ancien directeur adjoint du Cabinet de Pierre Mauroy

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE N'A JAMAIS EXISTÉ EN FRANCE

Oui, toujours un peu, c'est le caractère, on ne se refait pas ! Je pense d'ailleurs que c'est quelque chose que Pierre Mauroy aimait bien dans nos conversations.

Je suis entièrement d'accord avec ce que vient de dire Pierre-Alain Douay et je voudrais répondre aussi à notre ami allemand parce que les deux interventions se rejoignent. Vous parlez des difficultés du SPD allemand et vous nous avez donné des chiffres inquiétants, mais les chiffres français sont bien pires. Ne vous inquiétez pas, la France va faire l'expérience de l'extrême droite avant vous. Donc vous pourrez en tirer les conséquences voulues.

Pourquoi les chiffres sont-ils pires ? Pour une raison de fond qu'il ne faut jamais oublier qui est que la social-démocratie en France n'a jamais existé.

La gauche française a toujours été dominée – là j'ai un désaccord avec Bernard Cazeneuve – par la radicalité et/ou l'extrémisme. Personnellement, je ne fais pas de différence, je pense qu'il faut se débarrasser des deux.

Pierre Mauroy, un Premier ministre exceptionnel

Pourquoi ? Un bref rappel historique pour que vous compreniez tous mon affirmation. Pour ceux qui ne l'ont pas fait, je leur recommande vivement – une seconde de publicité – de lire mon dernier livre, *Réformer la France*, où j'essaie d'expliquer cela de manière aussi précise et détaillée que possible.

La troisième République, qui est la première république longuement établie en France, a été sur le plan économique et surtout sur le plan social une catastrophe. Les classes ouvrières, les classes pauvres françaises avaient des conditions de travail et de survie épouvantables. Quand le Parti socialiste s'est constitué en 1905, Jean Jaurès, puis plus tard Léon Blum, qui l'un et l'autre ont eu l'immense mérite d'être des démocrates, ont affirmé qu'ils ne parviendraient au pouvoir ni par la Révolution, ni dans la rue, mais par l'élection, par la démocratie.

Mais ils sont l'un et l'autre – ce que de temps en temps les gens de gauche oublient – totalement radicaux dans leur vision de la vie économique et sociale. Aussi bien Jean Jaurès que Léon Blum sont pour la suppression du capitalisme, la disparition des patrons et la mise de l'appareil productif entre les mains des ouvriers. Jaurès écrit d'ailleurs : « le salariat, ce n'est jamais qu'une forme un peu élaborée du servage ». Ils sont donc absolument radicalisés en termes idéologiques. Et ceci dure jusqu'au congrès d'Épinay de 1971 où quand on demande à François Mitterrand : « ce que vous proposez, est-ce la révolution ? », il répond publiquement à sa façon, c'est-à-dire ce que je vais dire en un mot, il met dix minutes pour le dire : « oui, c'est la révolution. Et celui qui ne comprend pas qu'il faut se débarrasser de l'appareil productif tel qu'il est organisé aujourd'hui, celui-là ne peut pas être socialiste ».

Vous avez donc une gauche qui est complètement radicalisée et dont Jean-Luc Mélenchon n'est malheureusement que l'héritier lamentable. Il nous rend d'ailleurs un grand service, je trouve ; on devrait presque le décorer parce que chaque fois qu'il parle, il dit de telles bêtises, qu'il détruit, j'espère, son propre système.

J'en viens à Pierre Mauroy auquel je n'ai qu'un seul reproche à faire. C'était un Premier ministre exceptionnel, je m'en suis rendu compte en y réfléchissant longtemps après. Je le connaissais et travaillais avec lui depuis quinze ans, mais je suis arrivé à Matignon comme simple militant, de manière pour moi complètement impromptue : je ne m'y attendais pas du tout. J'ai été assez vite convaincu de ses qualités. Mais je ne me rendais pas compte à quel point elles étaient rares dans le monde politique. Et je me suis félicité ex post d'avoir eu une chance pareille, que dans l'instant je ne mesurais pas.

Pour quelles raisons ? Homme de gauche, le principe de réalité était chez lui fondamental. Comme il connaissait parfaitement toute l'histoire de la gauche, il savait que le gouvernement de Léon Blum avait duré moins d'un an. Son obsession était de comprendre ce qu'il fallait faire pour rester au pouvoir longtemps. Sujet sur lequel il n'arrêterait pas de nous interroger.

D'où l'action qu'il a conduite. Contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, à l'époque le Premier ministre gouvernait vraiment. C'est donc Pierre Mauroy qui gouvernait. Il devait mettre en œuvre le programme de réformes de François Mitterrand, à savoir les 110 propositions de son programme électoral. Elles ont toutes été réalisées en un an, y compris la loi sur les nationalisations que j'ai conduite moi-même, non pas que j'étais convaincu sur le fond mais parce qu'il fallait que ce soit fait vite, bien et proprement, sans causer de dommage à l'appareil productif. Donc mi-1982, tout avait été fait. Quand on mesure l'impuissance actuelle du gouvernement, on se demande comment nos dirigeants politiques réussissent à être aussi mauvais.

Je me souviens très bien que quand on a bloqué les prix et les salaires, en juin 1982 pour quatre mois, en un mois on avait rédigé toutes les lois,

tous les décrets, tous les arrêtés bloquant l'ensemble des salaires et des prix dans tout le pays. Un mois.

Deuxièmement, toujours au nom du principe de réalité, Pierre Mauroy exécute le programme qu'on lui a demandé d'appliquer, mais il tient absolument à maintenir les équilibres économiques. Donc, dès la fin 1981, il nous a demandé de commencer à réfléchir à ce que serait le retour à la rigueur. Et en juin 1982, on l'a fait. Nous étions les seuls, avec Jacques Delors, à le juger inévitable. Le reste du gouvernement y était opposé et le président de la République lui-même n'était pas convaincu. Mais il n'y avait pas d'autre réponse possible. C'est d'ailleurs à ce moment-là que François Mitterrand a convoqué Pierre Mauroy à Latché, au mois d'août 1982, et lui a dit : « si jamais votre truc ne marche pas, je serais obligé de changer de Premier ministre ».

La rigueur imposée à François Mitterrand

Je vais maintenant insister sur l'une des faiblesses de Pierre Mauroy et sur les conclusions que j'en tire aujourd'hui. Certes, il était proeuropéen, il voulait que la France reste dans le SME, mais pas principalement pour des raisons de politique européenne, même si je suis allé avec lui rencontrer Helmut Schmidt, de façon incognito à l'époque. Il voulait rester dans le SME parce qu'on lui avait expliqué - et il nous avait cru - que si la France sortait du SME, l'économie française s'écroulerait. Il avait compris que la France deviendrait comme le Venezuela s'il ne maintenait pas les équilibres économiques. Il ne lui resterait plus alors qu'à louer son avion et réserver son hôtel à Washington pour discuter avec le FMI. C'était le premier motif de sa volonté de maintenir la France dans le SME. J'arrive là à la seule critique que je m'autorise à son égard. Il a probablement parlé de son projet européen à François Mitterrand. Mais il est resté si discret, dans son comportement, sur l'interprétation qu'il avait faite de l'histoire passée du Parti socialiste, qu'il n'a jamais dit publiquement ni que la gauche française était trop radicalisée, ni qu'il

était au fond de lui social-démocrate et réformiste. Il a toujours affirmé qu'il représentait le gouvernement de toute la gauche, qu'il était un facteur d'unité de la gauche. Ce qui était vrai, puisque même les communistes l'ont accompagné et lui seul en tant que Premier ministre. C'est donc une grande habilité de sa part mais en même temps cela démontre qu'il était un homme d'une extrême complexité, contrairement aux apparences.

Ce qu'il faut que vous sachiez tous – c'est ma conviction profonde – c'est qu'en mars 1983, quand le président de la République dit à Pierre Mauroy : « Monsieur le Premier ministre, je vous garde comme Premier ministre mais on change de politique économique », la décision de François Mitterrand était prise de sortir du SME. Quand Pierre Mauroy est rentré à Matignon, l'interrogeant sur son entretien avec le président, il nous a dit : « je lui ai répondu que je ne savais pas conduire sur verglas et que s'il voulait changer de politique économique, il fallait aussi qu'il change de Premier ministre ». Ce qui est d'ailleurs de la part d'un homme politique une réaction plutôt rare.

Nous l'avons applaudi, nous étions abasourdis d'admiration. Mais sur le fond, il était persuadé qu'il allait perdre. Et pendant toute une semaine, tous les candidats possibles à sa succession à Matignon ont été envisagés. C'est sûrement faute d'avoir suffisamment confiance dans les uns ou les autres – Bérégozovoy, Fabius etc.. – que François Mitterrand a fini par dire à Pierre Mauroy : « Je vous garde ». C'est presque un accident, si je puis dire, heureux parce que c'est lui qui nous a permis de rester dans le SME et donc plus tard de créer l'euro.

Il reste que j'ai, comme je l'ai annoncé, un seul reproche à faire à Pierre Mauroy dans cette affaire. Il nous avait interdit de dire publiquement qu'il avait le moindre désaccord avec l'Élysée. C'était une consigne absolue, alors que, comme je l'explique presque page par page dans mon dernier livre, – je laisse aux historiens le soin de me corriger si j'ai écrit des bêtises mais ils auront du mal – on a imposé le tournant de la rigueur à François Mitterrand. On a eu interdiction d'en parler, ce qui, pour moi,

est une faiblesse parce que nous avons été incapables d'expliquer au peuple pourquoi nous le faisons.

Quand je mesure les défis qu'il faut affronter aujourd'hui, qui sont beaucoup plus lourds que ceux que nous avons connus, je me demande combien de temps et d'énergie cela va-t-il exiger? Nous, en un an, nous avons rétabli tous les équilibres économiques. Et quand je vois le combat qu'il a fallu mener pour arriver à nos fins...

Ce que je reproche à Pierre Mauroy, ce n'est pas d'avoir eu cette attitude pendant qu'il était Premier ministre parce que – je le comprends – les institutions sont telles qu'il ne pouvait pas faire autrement. Je suis d'ailleurs très fier d'avoir été le premier à écrire de manière détaillée comment cela s'était passé, le premier à avoir publié un document qui n'avait jamais été publié avant le mois de juin dernier, la note de juin 1982 dans laquelle le Premier ministre écrit au président : « il faut changer de politique économique ». Personne n'avait vu cette note jusqu'à présent, que naturellement les mitterrandistes avaient cachée. Elle avait été rédigée par le cercle resserré autour de Pierre Mauroy. Il n'y en avait aucune trace dans aucune archive publique autre que celle de la Fondation Jean-Jaurès, mais personne n'était venu la consulter. Je suis donc le premier à l'avoir publiée.

Reconstituer une force globale

Ce que je lui reproche avec admiration et une immense amitié et que je regrette, après avoir fait ce qu'il a fait à Matignon, c'est d'être sorti du jeu politique français. Je regrette qu'il n'ait pas assumé son côté social-démocrate. Et je constate que les trois réformistes avec lesquels j'ai vécu, avec des qualités et des défauts que je ne mesure pas ici, Jacques Delors, Michel Rocard, Pierre Mauroy – Pierre Mauroy étant de mon point de vue le meilleur des trois – sont tous sortis du jeu politique français.

Il n'y a plus de social-démocrate explicite qui ait la volonté de convertir le Parti socialiste français à la social-démocratie. Tant qu'on ne le fera

pas, il ne se passera rien. Pour moi, il y a deux conditions pour s'en sortir dont j'espère que les politiques vont s'emparer. La première : aujourd'hui la gauche française est dominée par sa composante extrémiste ; je suis d'accord sur l'adjectif avec Bernard Cazeneuve. Donc il faut sortir LFI du jeu, purement et simplement. Ces insoumis ne sont pas des alliés, ce sont des adversaires. D'ailleurs quand on regarde ce qu'on a en commun avec eux, surtout dans le contexte géopolitique d'aujourd'hui, on s'aperçoit qu'on n'a pas de vues communes ni sur l'Europe, ni sur l'Ukraine, ni sur ce qui se passe au Moyen-Orient. Que reste-t-il ? Pas même les relations entre les hommes et les femmes quand on voit comment LFI traite les femmes. Donc on n'a rien de commun, sauf théoriquement la solidarité sociale. Donc il faut en finir avec LFI.

Deuxième condition : on a besoin à la tête du Parti socialiste non pas d'un poisson navigateur qui essaie de s'adapter à toutes les situations possibles et imaginables, on a besoin d'un vrai social-démocrate.

Enfin, je pense qu'il faut absolument reconstituer une force globale avec le Parti communiste qui est devenu plus vite plus raisonnable que nous, ce qui est quand même un paradoxe, avec les écologistes et avec le Parti socialiste, ceux qui sont à l'intérieur du Parti dont je fais encore partie, (je ne sais pas pour combien de temps, cela dépend de ce qu'il va se passer) et ceux qui sont en dehors du Parti socialiste – Bernard Cazeneuve pour lequel je travaille –. C'est une responsabilité des hommes politiques et je regrette – je vais dire une horreur pour terminer parce que c'est dans mon tempérament – que la Fondation Jean-Jaurès ait un trop grand respect, de mon point de vue, pour toutes les composantes aujourd'hui de ce qui constitue la gauche, au nom de l'union de la gauche. Je pense qu'il y a des moments où il faut savoir choisir, en tout cas moi personnellement, j'ai choisi et je l'ai écrit.

Merci de m'avoir écouté.

/ **BERNARD DEROSIER**

Merci Jean pour cette conclusion que je serais tenté de qualifier de modérée. Je m'attendais à pire mais je n'ai absolument aucun désaccord avec ce que tu as dit. Et je serais tenté de prendre d'une certaine façon la balle que tu lances. Puisque la Fondation Jean-Jaurès mène une action de compromis, de consensus, de synthèse, l'Institut Pierre Mauroy peut être éventuellement plus tranchant dans ses prises de position. Et cela peut être un calendrier de travail pour les semaines, les mois à venir, nous en discuterons.

Avant de vous libérer, chers amis et en vous remerciant encore pour votre participation, je veux évoquer la mémoire de l'un d'entre nous qui, pour la première fois, n'est pas à notre colloque, c'est Jean-Michel Rosenfeld que beaucoup d'entre vous avez connu et qui nous a quittés il y a quelques mois.

Et je veux avoir enfin un mot chaleureux pour Ghislaine Toutain sans qui rien ne se serait fait aujourd'hui. Merci chère Ghislaine et à l'année prochaine, prépare-toi ! Voilà, je vous libère Mesdames, Messieurs, chers amis.

L'Institut Pierre Mauroy s'inscrit dans la continuité de l'association des amis de Pierre Mauroy créée en décembre 2013, à l'initiative de quelques amis et collaborateurs de l'ancien Premier ministre.

Bien au-delà de la nostalgie de quelques compagnons, il s'agit avant tout de faire vivre la mémoire et mettre en valeur les actions de cette personnalité, qui a profondément marqué plus de soixante années de la vie politique française en général et le mouvement socialiste en particulier.

Homme de convictions et d'engagements, esprit curieux et novateur, fidèle en amitiés et aux principes acquis dans ses jeunes années, Pierre Mauroy reste un exemple à suivre dans la conduite des affaires publiques et dans cette période difficile, le message qu'il nous transmet, se révèle des plus actuels.

Dans cet esprit, l'Institut Pierre Mauroy, doté de nouveaux moyens et s'appuyant sur un réseau plus étoffé, élargit son champ d'actions par la mise en valeur d'un patrimoine d'archives, déjà très conséquent, l'organisation et le soutien de colloques ou des manifestations thématiques, l'attribution annuelle d'une bourse universitaire et bien entendu des publications numériques ou sur des supports plus classiques.

Réalisation : REFLETS GRAPHICS

Imprimé en France par l'imprimerie ATROIS

FÉVRIER 2024

ACTIONS SOCIALISTES D'HIER À AUJOURD'HUI

Depuis 1936, les socialistes ont occupé à quatre reprises le pouvoir en France. Même quand ils n'y sont restés que peu de temps, des avancées sociales, sociétales, culturelles et sur le plan européen ont été réalisées – pas ou peu remises en cause par les gouvernements de droite – constituant la base d'un programme économique et social progressiste qui transcende le temps. Ce rappel historique doit servir aujourd'hui au parti social-démocrate, qui traverse une période difficile, à se reconstruire et à poursuivre ce projet social dans les années à venir. Le dixième colloque de l'IPM, célébrant aussi le dixième anniversaire du décès de Pierre Mauroy, a retenu quatre thèmes principaux à approfondir, ce qui n'en exclut pas d'autres qui seront abordés dans une prochaine rencontre : les avancées sociales, le projet européen, la culture et l'éducation et les droits des femmes, en recul partout dans le monde. Les Actes de ce colloque, qui s'est tenu le 19 octobre 2023 à la Fondation Jean Jaurès, regroupent les interventions de deux anciens Premiers ministres, d'un professeur d'histoire à l'université Paris est Créteil, de proches de Pierre Mauroy et de spécialistes des questions abordées. L'ensemble de ces prises de parole présente des propositions permettant à un parti social-démocrate revigoré, comme le souhaiterait Pierre Mauroy, de « Réformer la France », pour reprendre le titre du dernier livre de l'ancien directeur-adjoint de son cabinet qui a conclu le colloque. Un pas important vers l'avenir.



5 €